

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2452

17 décembre 2009

### SOMMAIRE

<b>AG für Investitionen und Beteiligungen</b> . 117653	<b>Real Solutions S.A.</b> ..... 117666
<b>Aviva Holdings CED II (Luxembourg) S.à r.l.</b> ..... 117654	<b>Rosa S.A.</b> ..... 117653
<b>CAD Solutions S.à r.l.</b> ..... 117656	<b>Rosmarin Holdings S.à.r.l.</b> ..... 117696
<b>Charitable Luxembourg Five S.à r.l.</b> .... 117664	<b>Siam Food S. à r.l.</b> ..... 117654
<b>C.M.M. SA</b> ..... 117695	<b>Société Immobilière Kehlen S.à r.l.</b> ..... 117657
<b>Crescent Euro Industrial III S. à r.l.</b> ..... 117657	<b>SPS Consulting S.à r.l.</b> ..... 117695
<b>Euro Assets Finance S.A.</b> ..... 117668	<b>SRRE S.A.</b> ..... 117668
<b>Finimmo Conseils S.A.</b> ..... 117650	<b>Suna</b> ..... 117652
<b>Finimmo Holding S.A.</b> ..... 117652	<b>Target Selection</b> ..... 117670
<b>Foncière du Centre S.A.</b> ..... 117668	<b>Traxys Europe S.A.</b> ..... 117696
<b>Foncière du Centre S.A.</b> ..... 117657	<b>TRM Lux S.à r.l.</b> ..... 117694
<b>Krabi International S.A.</b> ..... 117666	<b>Tyco International Holding S.à r.l.</b> ..... 117654
<b>LICA-LUX et Cie SA</b> ..... 117696	<b>Ubik Luxembourg S.A.</b> ..... 117696
<b>LIPP 1 S.à r.l.</b> ..... 117696	<b>Value in Action Holding S.C.A.</b> ..... 117650
<b>M.G.C. Financière S.A.</b> ..... 117650	<b>VARA s.à r.l.</b> ..... 117666
<b>NUREJEW Promenade Immobilien GmbH</b> ..... 117694	<b>Varna Investments Holding S.A.</b> ..... 117695
<b>Ondine S.A.</b> ..... 117653	<b>Waterlux S.A.</b> ..... 117695
	<b>Windsor House (Lux) S.à r.l.</b> ..... 117664

**M.G.C. Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépinés.  
R.C.S. Luxembourg B 70.481.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 janvier 2010 à 14.30 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. dissolution et mise en liquidation de la société;
2. nomination d'un Liquidateur et fixation de ses pouvoirs;

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2009153538/1017/13.

---

**Value in Action Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions Holding (en liquidation).**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 75.548.

Le Liquidateur a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE,**

qui aura lieu le 31 décembre 2009 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du commissaire à la liquidation ;
2. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation ;
3. Clôture de la liquidation ;
4. Désignation de l'endroit où seront déposés les livres et documents sociaux.

VALUE IN ACTION S. à r.l.

*Liquidateur*

Référence de publication: 2009154530/1023/16.

---

**Finimmo Conseils S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 94.364.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 28 décembre 2009 à 14.00 heures en l'Etude du Notaire Paul DECKER, 3, rue Nicolas Welter à L-2740 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- A) Modification de l'objet social en vue de l'obtention du statut de PSF afin de réaliser les activités suivantes:
- gérant de fortunes tel que décrite à l'article 24-3 du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007;
  - domiciliataire de sociétés tel que décrit à l'article 29 du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007;
  - services auxiliaires tels que repris à l'annexe II, Section C du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007:
1. Conservation et administration d'instruments financiers pour le compte de clients, y compris la garde et les services connexes, comme la gestion de trésorerie/de garanties.
  2. Octroi d'un crédit ou d'un prêt à un investisseur pour lui permettre d'effectuer une transaction sur un ou plusieurs instruments financiers, dans laquelle intervient l'entreprise qui octroie le crédit ou le prêt.
  3. Conseil aux entreprises en matière de structure du capital, de stratégie industrielle et de questions connexes; conseil et services en matière de fusion et de rachat d'entreprises.
  4. Services de change lorsque ces services sont liés à la fourniture de services d'investissement.
  5. Recherches en investissements et analyse financière ou toute autre forme de recommandation générale concernant les transactions sur instruments financiers.

6. Services liés à la prise ferme.

7. Les services et activités d'investissement de même que les services auxiliaires du type inclus dans la section A ou C de l'annexe II du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 modifié suite à la loi du 13 juillet 2007 concernant le marché sous-jacent des instruments dérivés inclus aux points 5, 6, 7 et 10 de la section B de l'annexe II du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 modifié suite à la loi du 13 juillet 2007, lorsqu'ils sont liés à la prestation de services d'investissement ou de services auxiliaires.

B) Modification subséquente de l'article 4 des statuts qui aura la teneur suivante:

**"Art. 4.** La société a pour objet l'intermédiation et le service en matières immobilières et économiques, ainsi que toute activité annexe ou connexe.

La société a en outre pour objet d'assurer toutes les opérations se rapportant

- à l'activité de gérant de fortune telle que décrite à l'article 24-3 du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007;

- à l'activité de domiciliataire de sociétés telle que décrite à l'article 29 du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007;

- aux services auxiliaires tels que repris à l'annexe II, Section C du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007, notamment

1. Conservation et administration d'instruments financiers pour le compte de clients, y compris la garde et les services connexes, comme la gestion de trésorerie/de garanties.

2. Octroi d'un crédit ou d'un prêt à un investisseur pour lui permettre d'effectuer une transaction sur un ou plusieurs instruments financiers, dans laquelle intervient l'entreprise qui octroie le crédit ou le prêt.

3. Conseil aux entreprises en matière de structure du capital, de stratégie industrielle et de questions connexes; conseil et services en matière de fusion et de rachat d'entreprises.

4. Services de change lorsque ces services sont liés à la fourniture de services d'investissement.

5. Recherches en investissements et analyse financière ou toute autre forme de recommandation générale concernant les transactions sur instruments financiers.

6. Services liés à la prise ferme.

7. Les services et activités d'investissement de même que les services auxiliaires du type inclus dans la section A ou C de l'annexe II du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 modifié suite à la loi du 13 juillet 2007 concernant le marché sous-jacent des instruments dérivés inclus aux points 5, 6, 7 et 10 de la section B de l'annexe II du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 modifié suite à la loi du 13 juillet 2007, lorsqu'ils sont liés à la prestation de services d'investissement ou de services auxiliaires.

La société peut participer à la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêts tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet."

C) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 94.000,- (quatre-vingt-quatorze mille euros) en vue de le porter de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 125.000,- (cent vingt-cinq mille euros) par l'émission de 940 (neuf cent quarante) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

D) Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

**" Art. 5. 1<sup>er</sup> alinéa.** Le capital social est fixé à CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (125.000,- €) représenté par MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- €). "

E) Proposition de changement de la dénomination de la Société de "FINIMMO CONSEILS S.A." en "FINIMMO WEALTH MANAGEMENT S.A."

F) Modification de l'article 1<sup>er</sup> des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

**" Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "FINIMMO WEALTH MANAGEMENT S.A."

G) Modification de l'article 10 des statuts, afin de répondre aux exigences de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, qui aura dorénavant la teneur suivante:

” **Art. 10.** Le conseil doit déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à au moins deux administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut aussi conférer la gestion de toutes les affaires de la société ou d'un département spécial à un ou plusieurs directeurs et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, actionnaires ou non.

La délégation est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.”

H) Modification des modalités de surveillance de la société en vertu de l'article 22 du texte coordonné de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier modifié suite à la loi du 13 juillet 2007, notamment le changement du commissariat aux comptes vers la révision externe.

I) Modification de l'article 12 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

” **Art. 12.** Les comptes de la société sont contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, désignés par le conseil d'administration.”

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009149388/9534/95.

---

**Finimmo Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 97.691.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 24 décembre 2009 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- A. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 269.000,- (deux cent soixante-neuf mille euros) en vue de le porter de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 300.000,- (trois cent mille euros) avec émission de 2.690 (deux mille six cent quatre-vingt-dix) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, par un apport en numéraire des actionnaires de EUR 170.000,- (cent soixante-dix mille euros) et par conversion d'une créance des actionnaires envers la société, certaine, liquide et immédiatement exigible, pour un montant total de EUR 99.000,- (quatre-vingt-dix-neuf mille euros).
- B. Réduction du capital social à concurrence de EUR 22.000,- (vingt-deux mille euros) avec annulation de 220 (deux cent vingt) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, pour ramener le capital de son montant actuel de EUR 300.000,- (trois cent mille euros) à EUR 278.000,- (deux cent soixante-dix-huit mille euros) par absorption de pertes reportées à concurrence de EUR 22.000,- (vingt-deux mille euros).
- C. Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:  
” **Art. 5. 1<sup>er</sup> alinéa.** Le capital social est fixé à DEUX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE EUROS (278.000,- €) représenté par DEUX MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGTS (2.780) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100,- €), chacune disposant d'une voix aux assemblées générales.”
- D. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009148113/9534/27.

---

**Suna, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 7.939.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 28 décembre 2009 à 14.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport du liquidateur, Monsieur Pierre SCHILL,
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nomination du commissaire à la liquidation, FIDUCIAIRE GLACIS Sarl.

117653

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009149576/755/16.

---

**Ondine S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 100.609.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra devant notaire à l'adresse du siège social, le 28 décembre 2009 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Décision sur la mise en liquidation éventuelle de la société.
2. Le cas échéant, nomination d'ODESSA SECURITIES S.A., comme liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009150613/534/14.

---

**AG für Investitionen und Beteiligungen, Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 53.465.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à:

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 24/12/2009 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Presentation and approval of the Statutory Auditor's report for the year ended December 31, 2008
2. Presentation and approval of the annual accounts for the year ended December 31, 2008
3. Allocation of results
4. Discharge to the Board of Directors and Statutory Auditor for the year ended December 31, 2008

Référence de publication: 2009151053/581/14.

---

**Rosa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 11.297.

Les actionnaires sont priés d'assister à:

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra par-devant notaire au: 74, rue Victor Hugo - L-1750 Luxembourg, le 24 décembre 2009 à 10.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'objet social de holding 29 en soparfi
2. Modification de l'article 4 des statuts
3. Modification de l'article 7 des statuts
4. Modification de l'article 8 des statuts
5. Suppression de l'alinéa 11.2 des statuts
6. Modification de l'article 12 des statuts
7. Démission et nomination nouvel administrateur
8. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009151144/9378/20.

---

**Tyco International Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 1.083.578.588,95.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 122.091.

—  
*Extrait des résolutions de l'Associé unique prises  
lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société en date du 23 juillet 2009*

A l'occasion de l'assemblée générale ordinaire de l'associé unique de la Société en date du 23 juillet 2009, l'associé unique a pris acte de la démission de Mme Enrica Maccarini de ses fonctions de gérant de la Société et gérant-délégué à la gestion journalière à partir du 4 août 2009 (exclus).

Conformément à l'article 8.12 des statuts de la Société, l'associé unique a décidé de nommer en tant que gérant-délégué à la gestion journalière Mme Andrea Goodrich, née le 27 juin 1969 à Honesdale, PN aux Etats-Unis, et résidant au 9, Roszel Road, 08540 Princeton, NJ, aux Etats-Unis, actuellement gérant de la Société. Son mandat commence le 4 août 2009 (inclus) et a une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT

TYCO INTERNATIONAL HOLDING S.A R.L.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2009104945/22.

(090125333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2009.

---

**Aviva Holdings CED II (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 116.888.

—  
Constituée par-devant Me Maître Léon Thomas, dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 22 mai 2006, acte publié au Mémorial C n ° 1508 du 7 août 2006.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Aviva Holdings CED II (Luxembourg) S.à r.l.**Un Mandataire*

Signatures

Référence de publication: 2009105381/15.

(090126436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2009.

---

**Siam Food S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Enseigne commerciale: River Kwai.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 62, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 147.626.

—  
STATUTS

L'an deux mille neuf, le vingt-sept juillet.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

## ONT COMPARU:

1.- Mademoiselle Kwang THIRASIN, restauratrice, née à Kanchanaburi (Thaïlande), le 28 août 1983, demeurant à L-4051 Esch/Alzette, 62, rue du Canal.

2.- Mademoiselle Kung THIRASIN, étudiante, née à Kanchanaburi (Thaïlande), le 6 décembre 1985, demeurant à L-4051 Esch/Alzette, 62, rue du Canal.

Lesquels comparants, présents ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de: SIAM FOOD S.à r.l.

Elle pourra exercer son activité sous l'enseigne de "RIVER KWAI".

**Art. 2.** La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant, y compris d'un service traiteur, avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

**Art. 3.** Le siège social est établi à Esch/Alzette.

**Art. 4.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.

**Art. 5.** La durée de la société est indéterminée.

**Art. 6.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

**Art. 7.** La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

**Art. 8.** Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

**Art. 9.** Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 10.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 11.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

**Art. 12.** Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2009.

#### *Souscription*

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- Mademoiselle Kwang THIRASIN, prénommée, CINQUANTE PARTS SOCIALES . . . . .	50
2.- Mademoiselle Kung THIRASIN, prénommée, CINQUANTE PARTS SOCIALES . . . . .	<u>50</u>
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES . . . . .	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

#### *Frais*

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

#### *Décisions*

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société: Mademoiselle Kwang THIRASIN, prénommée.

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à: L-4051 Esch/Alzette, 62, rue du Canal.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.



Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Thirasin, Thirasin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 juillet 2009. Relation: EAC/2009/9178. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 août 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009107265/77.

(090128764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2009.

### **CAD Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 86.688.

L'an deux mille neuf, le douze août.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

La société TASE RESEARCH N.V., société de droit belge, ayant son siège au 51/53, Avenue Colonel Picquart à B-1030 Bruxelles, inscrite auprès de Bruxelles sous le numéro 476656,

agissant en sa qualité d'associée unique de la société ci-après spécifiée;

ici représentée par Mademoiselle Sarah URIOT, employée privée, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

en vertu d'une procuration datée du 10 août 2009.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant dûment représenté déclare être le seul associé aux cessions de parts ci-après spécifiées dans la société à responsabilité limitée dénommée "CAD SOLUTIONS S.à r.l." avec siège social à L-1128 Luxembourg, 37, Val St. Andre, société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Hesperange, en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 5 avril 2002, publié au Mémorial C numéro 968 du 25 juin 2002, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 86.688.

Actuellement la société a un capital social de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 12.400,-) divisé en CENT PARTS SOCIALES (100) de CENT VINGT-QUATRE EUROS (EUR 124,-) chacune, entièrement libérées.

Ensuite le comparant dûment représentée en qualité d'associé, représentant l'intégralité du capital social suite aux cessions de parts ci-après spécifiées, se considérant comme dûment convoqués à la présente assemblée et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associée unique dûment représentée déclare que suite à une première cession de parts sous seing privé avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 2004, enregistrée à Luxembourg le 29 février 2008, réf. LSO-CN09227, déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 4 mars 2008 L080034565.05, et à une deuxième cession de parts sous seing privé datée du 19 décembre 2008, enregistrée à Luxembourg le 30 décembre 2008, réf. LSO-CX10920, déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 5 janvier 2009 L090001324.05, et à une troisième cession de parts sous seing privé datée du 17 juin 2009, enregistrée et déposée à Luxembourg le 21 juillet 2009, auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg L090110359.05, la répartition totale des parts est attribuée à l'associé unique la société TASE RESEARCH N.V., préqualifiée.

#### *Deuxième résolution*

Suite à ce qui précède, l'associé unique actuel décide de modifier en conséquence l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (12.400,- EUROS), représenté par CENT (100) parts sociales, d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (EUR 124,-) chacune, entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires."



117657

*Frais*

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.  
Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, les comparants ont déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, es qualités qu'ils agissent, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: S. Uriot, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 août 2009. Relation: EAC/2009/9826. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur ff. (signé): A. Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 14 août 2009.

Blanche MOUTRIER.

Référence de publication: 2009107687/58.

(090129809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2009.

**Crescent Euro Industrial III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 102.554.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2009107970/13.

(090128990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2009.

**Foncière du Centre S.A., Société Anonyme,**

**(anc. Société Immobilière Kehlen S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 400.000,00.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 32.704.

L'an deux mil neuf, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg,

a comparu:

La société à responsabilité limitée "GARE PARTICIPATIONS, S.à r.l.", ayant son siège social à L-8399 Windhof/Steinfurt, 11, rue des Trois Cantons, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 45.722 Associé Unique"),

ici représentée par Monsieur Stéphane MERLET, directeur de société, demeurant professionnellement à Windhof (le "Mandataire"),

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 2 octobre 2009 par sa gérante, Madame Martine EHLINGER, administratrice de sociétés, demeurant à L-8533 Elvange, 82, Haaptstroos, ayant pouvoir d'engager la société sous sa seule signature.

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante est l'associé unique de la société "SOCIETE IMMOBILIERE KEHLEN S.à r.l.", société à responsabilité limitée (la "Société"), ayant son siège social à L-8399 Windhof/Steinfurt, 11, rue des Trois Cantons, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 32.704,

constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 21 décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 242 du 19 juillet 1990, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le prédit notaire Seckler en date du 12 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 728 du 13 mai 2002 (l'Associé Unique),

L'Associé Unique, représenté comme il est dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. L'Associé Unique détient toutes les parts dans le capital social de la Société.
- II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:
  1. Exonération des formalités de convocation
  2. Décision de changer la forme sociale de la société en passant d'une société à responsabilité limitée à une société anonyme et changement de la dénomination de la Société en: "FONCIERE DU CENTRE S.A."
  3. Modification des statuts tel que requis comme étant une conséquence du point 2 ci-dessus et entière refonte des statuts de la société pour prendre en considération les points de l'ordre du jour
  4. Changement des fonctions de Monsieur Stéphane MERLET comme conséquence de la transformation de la Société en société anonyme, de gérant à administrateur-délégué pour une période qui prendra fin au jour de l'assemblée générale annuelle de la Société qui sera tenu en 2015
  5. Nomination de Madame Martine EHLINGER et Monsieur Marcel EHLINGER en tant qu'administrateurs de la société pour une période qui prendra fin à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015
  6. Nomination de Madame Isabelle LOUIS en tant que commissaire au compte de la Société pour une période qui prendra fin à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015
  7. Modification du registre des actionnaires de la Société pour enregistrer les différents points de l'ordre du jour susmentionnés donnant pouvoir et capacité à tout administrateur de la Société pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement des nouvelles parts sociales émises au registre des actionnaires de la Société, et
  8. Divers
- III. L'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de déroger à l'avis de convocation, se considérant lui-même comme dument informé et ayant connaissance exacte de l'ordre du jour qui lui a été communiqué en avance.

*Deuxième résolution*

L'associée unique décide de changer la forme légale de la Société en tant que société à responsabilité limitée, sans interruption de sa personnalité juridique, et d'adopter la forme de société anonyme conformément à l'article 3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

En conséquence de qui précède, l'associée unique décide de modifier la dénomination de la Société "SOCIETE IMMOBILIERE KEHLEN S.à r.l." en "FONCIERE DU CENTRE S.A.".

Le changement de la forme légale est effectué sur la base d'un rapport d'un réviseur d'entreprises conformément aux articles 26-1 et 31-1 de la Loi établi par le Réviseur d'Entreprises indépendant, la société à responsabilité limitée "ALTER AUDIT S.à r.l.", établie à L-2533 Luxembourg, 69, rue de la Semois, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 110.675, représentée par Monsieur Bruno ABBATE, réviseur d'entreprises, qui conclut comme suit: "En conclusion, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que l'actif net repris à la situation comptable au 30 septembre 2009 est surévalué. L'actif net constaté dans la situation active et passive susvisée pour un montant d'EUR 445.699,97 est supérieur au capital social d'EUR 400.000. L'établissement de la situation comptable intérimaire est de la responsabilité du management. Ce rapport s'inscrit dans le cadre des articles 26-1 et 32-1(5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ne peut être utilisé à d'autres fins sans notre accord préalable écrit."

Ce rapport restera annexé au présent acte.

Suite à la transformation de la Société en société anonyme, les parts sociales existantes, leur nombre et la valeur nominale de celles-ci restant inchangées, sont attribuées à l'actionnaire unique en fonction de sa participation dans la Société avant la transformation de sa forme légale.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, l'associée unique décide de procéder à une modification des Statuts tel que requis comme étant une conséquence du point 2 ci-dessus et à une refonte complète des Statuts pour prendre en considération les points de l'ordre du jour.

La partie présente, représentée comme indiquée ci-dessus, a en conséquence requis le notaire soussigné de prendre acte de la refonte complète des statuts:

**"I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Foncière du Centre S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

**Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Steinfort, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit

du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est l'acquisition, la gestion, l'administration, la promotion, la construction, l'exploitation et la mise en valeur de biens immobiliers par location, vente, échange et généralement de toute autre manière, ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires, de quelque nature qu'elles soient, pouvant être utiles à la réalisation effective de l'objet social.

Elle peut également fournir des conseils, assurer des services, tant sur le plan administratif, que technique ou purement informatif et ce en rapport avec le secteur immobilier. De manière générale, elle peut réaliser toutes les activités ayant un rapport avec le secteur immobilier ou avec la gestion et les investissements mobiliers ou immobiliers.

3.2. La société a en outre pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter,

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts avances ou garanties.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

3.3. La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

## **II. Capital - Actions**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à quatre cent mille euros (EUR 400.000.-), représenté par quatre cents (400) actions, ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1000.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

### **Art. 6. Actions.**

6.1. Les actions sont et resteront sous forme nominative. Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

6.2. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.3. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'actions, d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

6.4. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.5. La Société peut racheter ses propres actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

6.6. L'actionnaire désirant céder ses actions doit en informer les autres actionnaires et le conseil d'administration par lettre recommandée à la poste: Jour "J".

Les actionnaires restants disposent alors d'un délai maximum d'un mois, c'est-à-dire: jusqu'au jour J + 30, pour exercer leur droit de préemption au prorata de leur participation dans le capital restant de la société.

Si les actionnaires ne souhaitent pas exercer un droit de préemption, la vente devient libre.

La renonciation d'un ou de plusieurs actionnaires à l'exercice de ce droit de préemption accroît le droit de préemption des autres actionnaires proportionnellement à la participation de ces derniers dans la société.

Le prix de vente des actions est fixé de commun accord entre les parties.

En cas de désaccord quant au prix fixé, les parties désigneront un expert qui aura pour mission de calculer une nouvelle valeur des actions dans un délai supplémentaire d'un mois, c'est-à-dire Jusqu'au jour J + 60.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé, chaque partie désignera son expert. Le collège des trois (3) experts disposera alors d'un délai supplémentaire d'un mois, c'est-à-dire: jusqu'au jour maximum J + 90, pour remettre son rapport et communiquer la valeur des actions. Cette dernière valeur sera celle qui sera alors obligatoirement retenue pour la cession.

Dans tous les cas, les experts devront avoir remis leur rapport au plus tard avant la fin du troisième mois, soit J + 90, après la signification de l'actionnaire désirant céder ses actions.

Passé ce délai, la vente devient libre.

Le prix de rachat est payable à la signature de l'acte de cession.

En cas de décès d'un actionnaire, les héritiers de l'actionnaire décédé ne travaillant pas effectivement dans la société au moment du décès du de cujus devront se soumettre aux dispositions du présent article après avoir informé par lettre recommandée à la poste les autres actionnaires et le conseil d'administration de leur souhait de conserver les actions.

### III. Gestion - Représentation

#### Art. 7. Conseil d'administration.

##### 7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

##### 7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

##### 7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

#### 7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par la seule signature obligatoire et incontournable de l'administrateur-délégué ou par les signatures conjointes de l'administrateur-délégué et des deux (2) autres administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

#### **Art. 8. Directeur unique.**

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1), la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire. Dans ce cas, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux administrateurs doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société peuvent être mentionnées dans des procès-verbaux et, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales, doivent être ainsi mentionnées si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé.

8.3. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

#### **Art. 9. Responsabilité des administrateurs.**

9.1. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### **IV. Actionnaire(s)**

#### **Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.**

##### 10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (l'Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

##### 10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(ii) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iii) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(iv) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(v) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de

vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(vi) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(vii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

#### **Art. 11. Actionnaire unique.**

11.1. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1), l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.

11.3. Les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un décembre (31) de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le dernier lundi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

12.5. L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

#### **Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.**

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, quand cela est requis par la loi.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises peuvent être réélus.

#### **Art. 14. Affectation des bénéfices.**

14.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.



## V. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

## VI. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires."

### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier les fonctions de Monsieur Stéphane MERLET comme conséquence de la transformation de la Société en société anonyme, de gérant à administrateur et administrateur-délégué de la Société pour une période qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle de la société qui se tiendra en 2015.

### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société pour une période qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle de la société qui se tiendra en 2015:

- Madame Martine EHLINGER, administratrice de sociétés, née le 14 février 1964 à Luxembourg, demeurant à L-8533 Elvange, 82, Haaptstroos,
- Monsieur Marcel EHLINGER, pensionné, né le 13 novembre 1939 à Luxembourg, demeurant à CH-1936 Verbier, 24, Chemin de Planalui.

### *Sixième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer Madame Isabelle LOUIS, employée privée, née à Libramont (Belgique), le 21 mai 1973, demeurant à B-6971 Champion, 16, rue des Fers (Belgique), en tant que commissaire aux comptes pour une période qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle de la société qui se tiendra en 2015.

### *Septième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre des actionnaires de la Société pour enregistrer les résolutions ci-dessus donnant pouvoir et capacité aux administrateurs de la Société de procéder au nom de la Société à l'enregistrement des nouvelles parts émises dans le registre des actionnaires de la Société.

### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à mille sept cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du soussigné notaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Stéphane MERLET, Carlo WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 novembre 2009. LAC/2009/50405. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- Pour copie conforme -

Référence de publication: 2009150261/356.

(090182726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2009.



**Windsor House (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 109.400,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 103.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009109605/11.

(090131450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

**Charitable Luxembourg Five S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 138.924.

DISSOLUTION

In the year two thousand and nine, on the twenty-fourth of June.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CHARITABLE LUXEMBOURG ONE S.à r.l., having its registered office at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 119.345,

here represented by Régis Galiotto, private employee, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, "initialled ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary to state:

I. That the corporation "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." having its principal office in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, RCS Luxembourg section B 138.924 has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 19 May 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 1517 of June 19<sup>th</sup>, 2009;

II. That the capital of the corporation "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) represented by one hundred (100) shares with a par value of (125.- EUR) each, fully paid;

III. That the appearing party is the sole Partner of the Company "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l."

IV. That the appearing party has decided to dissolve the company "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." with immediate effect as the business activity of the corporation has ceased;

V. That the company "CHARITABLE LUXEMBOURG ONE S.à r.l." prenamed, being sole owner of the shares and liquidator of "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l.", declares:

- that all assets have been realised, that all assets have become the property of the sole Partner;
- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for;
- regarding eventual liabilities presently unknown to the Company and not paid to date, that it is irrevocably assume the obligation to pay for such liabilities;

VI. With the result that the liquidation of "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." is to be considered closed;

VII. That full discharge is granted to the managers of the company for the exercise of their mandate except than in cases of gross negligence or wilful misconduct;

VIII. That the books and documents of the corporation shall be lodged during a period of five years at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

IX. The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

WHEREOF the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.  
The document having been read to the proxyholder of the party appearing, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille neuf, le vingt-quatre juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

"CHARITABLE LUXEMBOURG ONE S.à r.l." ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.345

ici représentée par Régis Galiotto, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la société "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, RCS Luxembourg section B 138.924 a été constituée suivant acte reçu par le notaire Henri Hellinckx, notaire résidant au Luxembourg en date du 19 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1517 du 19 juin 2009;

II. Que le capital social de la société "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." précitée, s'élève actuellement à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de (125,- EUR) chacune, entièrement libérées;

III. Que la comparante, prénommée, étant devenue seule propriétaire des actions de la Société "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l.";

IV. Que la comparante a décidé de dissoudre et de liquider la Société à Responsabilité Limitée "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." avec effet immédiat, celle-ci ayant cessé toute activité;

V. Que la société "CHARITABLE LUXEMBOURG ONE S.à r.l." prénommée, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la société "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l.", qu'en tant qu'associé unique, déclare:

- que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété de l'associé unique;
- que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;
- par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer,

VI. De sorte que la liquidation de la société "CHARITABLE LUXEMBOURG FIVE S.à r.l." est à considérer comme clôturée.

VII. Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exercice de leur mandat à l'exception des cas de grande négligence et de méconduites totales;

VIII. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq années à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

IX. Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge, en raison de présentes, sont évalués approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juin 2009. Relation: LAC/2009/24887. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009112026/97.

(090134675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2009.

**Krabi International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 99.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009111287/10.

(090134002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2009.

---

**VARA s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5819 Alzingen, 5A, rue de l'Eglise.  
R.C.S. Luxembourg B 103.932.

L'an deux mille neuf, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Leon Van Den Eeckhaut, commerçant, demeurant à B-9340 Oordegem, Dries, 49,
2. Madame Rita Rauwoens, commerçante, épouse de Monsieur Leon Van Den Eeckhaut, demeurant à B-9340 Oordegem, Dries, 49,

les deux ici représentés par Mademoiselle Anne-Lies Van Den Eeckhaut, employée privée, demeurant à Alzingen, en vertu de deux procurations sous seing privé données le 12 juin 2009.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-avant, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée "VARA S.à r.l.", avec siège social à L-4970 Bettange-sur-Mess, 1A, route des Trois Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.932, constituée suivant acte notarié en date du 5 décembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 71 du 10 février 1996.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2148 du 29 septembre 2007.

Les comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social, requièrent le notaire soussigné de prendre acte de la résolution qui suit:

*Résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-4970 Bettange-sur-Mess, 1A, route des Trois Cantons à L-5819 Alzingen, 5A, rue de l'Eglise, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Alzingen.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A.-L. VAN DEN EECKHAUT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 juin 2009, LAC/2009/24359. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 15 juillet 2009.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2009111859/38.

(090134775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2009.

---

**Real Solutions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 33, rue d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 28.172.

L'an deux mille neuf, le dix août.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "REAL SOLUTIONS S.A.", ayant son siège social à L-1461 Luxembourg, 33, rue d'Eich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B sous le numéro 28.172, constituée suivant acte reçu le 31 mai 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 217 de 1988.

L'assemblée est présidée par Monsieur Denis Edlinger, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureaux et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations paraphées "ne varietur", resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 2.171 actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Acceptation du report de l'assemblée générale ordinaire, définie statutairement au 15 juillet 2009 ou à une date ultérieure.

2.- Approbation des comptes annuels, des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2009.

3.- Affectation des résultats au 31 mars 2009.

4.- Décharge aux administrateurs et au réviseur d'entreprises au 31 mars 2009.

5.- Approbation et ratification du projet de fusion tel que publié au Mémorial C numéro 1294 du 6 juillet 2009 concernant l'absorption de la société Dolmen NP Enterprise Communications Luxembourg SA par Real Solutions S.A.

*Exposé*

Le Président expose préalablement à l'assemblée qu'en date du 20 mai 2009, un projet de fusion a été établi par les conseils d'administration de deux sociétés anonymes luxembourgeoises: Real Solutions S.A., société absorbante, titulaire de la totalité des actions et autres titres conférant droit de vote de (2) la société "Dolmen NP Enterprise Communications Luxembourg S.A.", ayant son siège à Luxembourg, 33, rue d'Eich, société à absorber.

Ledit projet de fusion a été publié au Mémorial C numéro 1294 du 6 juillet 2009.

Considérant le caractère rétroactif de la fusion au 1<sup>er</sup> avril 2009, limité toutefois à ses effets comptables, et les droits réservés aux actionnaires par la loi, la présente assemblée a été convoquée aux fins de consacrer l'approbation de la dite fusion par les actionnaires.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée accepte le report de l'assemblée générale ordinaire à ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée approuve les comptes annuels, et les rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2009.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide que les résultats de l'exercice clos au 31 mars 2009, correspondant à un bénéfice de EUR 1.833.440,81 seront distribués.

*Quatrième résolution*

L'assemblée consent décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 mars 2009.

L'assemblée décide de renouveler le mandat des administrateurs en place pour une durée indéterminée.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'approuver sans réserve le projet de fusion du 20 mai 2009 entre la société absorbée et la société absorbante, de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnant à la date du 1<sup>er</sup> avril 2009.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de donner pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée pour l'exécution de leurs mandats.

*Septième résolution*

Constatant dès lors que la fusion est définitivement réalisée, l'assemblée décide que tous les documents et archives de la société absorbée seront conservés au siège de la société absorbante et que tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes pour requérir la radiation de l'inscription de la société auprès du registre de commerce compétent, la dissolution sans liquidation étant achevée.

Tous pouvoirs sont octroyés au conseil d'administration de la société absorbante aux fins d'opérer le transfert effectif de l'universalité des actifs et passifs de la société absorbée à la société absorbante.

Le notaire instrumentant atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société, ainsi que du projet de fusion et de sa publication, ce qu'il a vérifié.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: D. EDLINGER, H. JANSSEN, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 août 2009. Relation: LAC/2009/33086. Reçu douze euros (12,- €).

*Le Receveur (signé): Francis SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009112295/81.

(090134939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2009.

---

**Euro Assets Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 50.233.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2009.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Signatures

Référence de publication: 2009112396/12.

(090135172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2009.

---

**Foncière du Centre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 32.704.

**SRRE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 52.465.

**PROJET DE FUSION**

L'an deux mille neuf, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Stéphane MERLET, directeur de sociétés, demeurant professionnellement à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons,

agissant en tant que mandataire de:

l) La société anonyme Foncière du Centre S.A., avec siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 32.704,

originellement constituée sous la dénomination de "SOCIETE IMMOBILIERE KEHLEN S.à r.l." suivant acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster, en date du 21 décembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 242 du 19 juillet 1990, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date de ce jour, non encore formalisé et non encore publié (la "société absorbante"),

en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décision du Conseil d'Administration en date du 26 novembre 2009;

II) La société anonyme SRRE S.A., avec siège social à L-2449 Luxembourg, 32, Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 52.465,

constituée suivant acte de scission reçu par le notaire Alphonse Lentz, alors de résidence à Remich, en date du 6 octobre 1995, publié au Mémorial C numéro 602 du 27 novembre 1995, dont les statuts n'ont pas été modifiés par la suite (la "société absorbée"),

en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décision du Conseil d'Administration en date du 26 novembre 2009.

Des extraits conformes de ces décisions, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire de documenter le projet de fusion ci-après:

1.- La société Foncière du Centre S.A., prénommée sub I), au capital social de EUR 400.000,- (quatre cent mille euros), représenté par 400 (quatre cents) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées, détient l'intégralité (100 %) des actions, représentant la totalité du capital social et donnant droit de vote, de la société SRRE S.A., prénommée sub II), au capital social de EUR 1.487.361,10 (un million quatre cent quatre-vingt-sept mille trois cent soixante et un virgule dix euros), représenté par 23.800 (vingt-trois mille huit cent) actions sans valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prénommées (les "sociétés fusionnantes").

2.- Le conseil d'administration de la société Foncière du Centre S.A. propose une fusion, conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents, avec la société SRRE S.A. par absorption de cette dernière.

3.- La fusion proposée est soumise à la condition que les associés des sociétés fusionnantes approuvent le présent projet de fusion lors d'une assemblée générale extraordinaire des associés distincte, conformément aux dispositions légales.

4.- La date effective de la fusion, à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme intégrées et consolidées par la société absorbante, a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2010, sous réserve des droits des tiers.

A la date effective, la société absorbée apportera tous ses actifs et dettes (apport d'universalité de patrimoine) à la société absorbante dans le cadre de la fusion.

En conséquence de la fusion, la société absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises seront annulées.

5.- Aucun avantage particulier ne sera accordé aux auditeurs en charge d'établir les rapports de fusion, aux membres des conseils d'administrations ou aux commissaires aux comptes des sociétés fusionnantes, ni pour l'exercice en cours, ni pour les opérations de fusion.

6.- La fusion prendra effet entre parties et à l'égard des tiers un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

7.- Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance au siège social, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales, et qu'ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

8.- Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à statuer sur l'approbation de la fusion.

A défaut de convocation d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant au point 4. et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

9.- Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10.- Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11.- Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

12.- Formalités - La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;



- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;

- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

13.- Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

14.- Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

15.- La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

#### Attestation

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du soussigné notaire, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Stéphane MERLET, Carlo WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 novembre 2009. LAC/2009/50406. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2009.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2009154101/100.

(090182778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2009.

#### Target Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 149.637.

#### STATUTES

In the year two thousand nine, on the third day of December.

Before us Maître Carlo WERSANDT, residing in LUXEMBOURG, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme, with head office in Luxembourg, entered in the company register at Luxembourg, section B under number 45.726,

hereby represented by Jacqueline Siebenaller, Vice President of Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., with professional address at 5, rue Jean Monnet, Luxembourg, mandated through a proxy issued in Luxembourg on 2 December 2009, attached to the present deed.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a corporation which they form between themselves.

**Art. 1. Name.** It is hereby established among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of Target Selection (the "Corporation") which may designate a management company to assist it in the performance of certain duties, as determined from time to time.

**Art. 2. Duration.** The Corporation is established for an undetermined period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3. Object.** The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of all types, and other investments permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operations that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment.



**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5. Capital and Certification of Shares.** The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at the time of establishment amount to EUR 40,000. Thereafter, the capital of the Corporation will at all time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 21 hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be at least one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) and shall be reached within a period of 6 months following the authorization of the Corporation.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time in accordance with Article 22 hereof without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in subfunds or pools of assets established pursuant to Article 21 hereof and shall invest in transferable securities and other investments permitted by Law corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or such other areas or sectors, including in units/ shares of other undertakings for collective investment as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each subfund.

The Board of Directors may further decide, in connection with each such subfund or pool of assets to create and issue new classes of shares within any Subfund that will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the subfund concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each class. For the purpose of determining the capital of the Corporation, the assets and liabilities of the subfund shall be allocated to the individual classes of shares. If not expressed in Euro respectively, they shall be converted into Euro respectively and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Shares are issued in registered or bearer form. In respect of bearer shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, he may be charged the cost of such exchange. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. In case the Board of Directors has elected to issue no certificates in respect of registered shares, the shareholder will receive a confirmation of his shareholding. In case the Board of Directors has elected to issue certificates in respect of registered shares and a shareholder does not elect to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile.

However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine. The Corporation reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 22 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their address mentioned in the Register of Shareholders and, in respect of bearer shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Corporation for such purpose.

All issued shares of the Corporation other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Corporation, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a share other than a bearer share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Corporation or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Cor-

poration upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time. If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued. Any balance of bearer shares for which no certificate may be issued because of the denomination of the certificates, as well as fractions of such shares may either be issued in registered form or the corresponding payment will be returned to the shareholder as the Board of Directors of the Corporation may from time to time determine.

**Art. 6. Replacement of certificates.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

**Art. 7. Restrictions of ownership.** The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any US Person, as defined hereafter, or any person who is holding shares in breach of any legal or regulatory requirement or whose holding would affect the tax status of the Corporation or would otherwise be detrimental to the Corporation or its shareholders, (hereafter "restricted persons"), and for such purposes the Corporation may:

- a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a restricted person,
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in restricted persons and
- c) where it appears to the Corporation that any restricted person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

- 1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the Register of Shareholders.

- 2) The price at which such shares specified in any purchase notice is to be purchased (herein called "the purchase price"), shall be equal to the redemption price of shares in the Corporation, determined in accordance with Article 20 hereof.

- 3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates representing the

shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any US Person at any meeting of shareholders of the Corporation.

**Art. 8. U.S. Person.** Whenever used in these Articles, "US Person", subject to such applicable law and to such changes as the Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia ("United States") (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term "US Person" shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended.

**Art. 9. Powers of shareholders meetings.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

**Art. 10. Shareholders meetings.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Tuesday of the month of April of each year at 11.00 a.m. (Central European Time). If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11. Notices and agenda.** The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and entitled to vote at the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If any bearer shares are outstanding, notice shall, in addition, be published twice at eight-day intervals provided that the second publication must occur at least eight days prior to the meeting, in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice of publication.

**Art. 12. Board of Directors.** The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 13. Procedures of Board Meeting.** The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen.

It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at all meetings of the Board of Directors. But in his absence or inability to act, the shareholders or the Directors may appoint another Director or any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

**Art. 14. Powers of the Board Meeting.** The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each subfund and the course and conduct of the management and business affairs of the Corporation, subject to such investment restrictions as may apply by law or regulation or these Articles or as may be determined by the Board of Directors in respect of the investments relating to each subfund.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Directors may not, however, bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Corporation, including a general manager, any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Corporation or to other contracting parties.

Furthermore, the Board of Directors may appoint one or more investment managers and/or investment advisors with respect to the implementation of the investment policy of the Corporation.

The Board of Directors may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Any such appointment may be revoked by the Board of Directors at any time.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, facsimile or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty-four hours in advance of the day set for such meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting nor shall any action be taken by the Board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or facsimile or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any Director may act at any duly convened meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or facsimile another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors by using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A Director attending a meeting of Board of Directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of Board of Directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters of facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent Circular Resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular Resolution shall be

the one of the latest approval received by the Corporation via electronic means of communication. Such approvals received by all Directors shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

**Art. 15. Minutes of the Board Meetings.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

**Art. 16. Conflicts of interest.** No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Corporation who serves as a Director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT SUISSE GROUP AG, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

**Art. 17. Indemnity.** The Corporation may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any claim, action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

**Art. 18. Signatory powers.** The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 19. Audit.** The Corporation shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises") who shall carry out the duties prescribed by law. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders. His mandate will remain valid until his successor has been elected.

The independent auditor in office may be removed at any time by the shareholders in accordance with the provisions of article 256 of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies.

**Art. 20. Redemption of shares.** As more specifically described below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

A shareholder of the Corporation may request the Corporation to redeem all or any part of his shares of the Corporation by notification to be received by the Corporation prior to the date on which the applicable Net Asset Value shall be determined. In the event of such request, the Corporation will redeem such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article 21 hereof. Shares of the capital stock of the corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled. The shareholder will be paid a price per share based on the Net Asset Value per share of the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article 21 hereof. There may be deducted from the Net Asset Value a redemption charge, or any deferred sales charge payable to a distributor of shares of the Corporation and an estimated amount representing the costs and expenses which the Corporation would incur upon realization of the relevant percentage of the assets in the relevant pool to meet redemption requests of such size, as contemplated in the sales documents of the Corporation. Payments of the redemption proceeds will be made not later than 10 business days after the date on which the request for redemption has been received or after the date on which all the relevant documentation has been received by the Corporation unless otherwise provided by the Articles.

Any redemption request must be filed by such shareholder at the registered office of the Corporation in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Corporation in connection with the redemption of shares, in such form and accompanied by such documents as the Board of Directors may prescribe in the sales documents of the Corporation.

If a redemption or conversion of some shares of a class would reduce the holding by any shareholder of shares of such class below the minimum holding as the Board of Directors shall determine from time to time, or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, below the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.



Further, if redemption requests and conversion requests relate to more than a certain percentage of the shares in issue of a specific class, to be determined from time to time by the Directors and published in the sales documents of the Corporation, the Board of Directors may decide that part or all of such shares for redemption or conversion will be deferred for a period that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Corporation. On such deferred date these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Board of Directors may in its absolute discretion mandatorily redeem any holding of a class of shares with a value of less than the minimum holding for that class of shares to be determined from time to time by the Board of Directors and to be published in the sales documents of the Corporation a being the minimum subscription amount for the class of shares concerned, or, in the case of a shareholder for whom the minimum subscription amount was waived, any holding of a class of shares with a value of less than aggregate value of shares of the relevant class, for which the shareholder originally subscribed.

**Art. 21. Calculation of Net Asset Value.** For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price thereof, the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined in respect of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than once a month, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day"), provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg or in any other place to be determined by the Board of Directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday.

The Corporation may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Subfund and the issuance and redemption of shares of such Subfund from its shareholders as well as conversions from and to shares of each Subfund, where a substantial proportion of the assets of the Subfund:

- a) cannot be valued because a stock exchange or market is closed otherwise than for ordinary holidays, or when trading on such stock exchange or market is restricted or suspended; or
- b) is not freely accessible because a political, economic, military, monetary or other event beyond the control of the Corporation does not permit the disposal of the Subfund's assets, or such disposal would be detrimental to the interests of Shareholders; or
- c) cannot be valued because of disruption to the communications network or any other reason makes valuation impossible; or
- d) is not available for transactions because limitations on foreign exchange or other types of restrictions make asset transfers impracticable or if pursuant to objective verifiable measures transactions cannot be effected at normal foreign exchange translation rates.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Corporation and shall be notified to investors applying for the issue, the conversion or the repurchase of shares by the Corporation at the time of the filing of the written request for such purchase as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any Subfund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Subfund if such circumstances justifying the suspension are not applicable to the investments made on behalf of such Subfund.

Unless otherwise stated in the sales documents or otherwise decided upon by the Board of Directors, the Net Asset Value of shares of each subfund in the Corporation shall be expressed as a per share figure in the reference currency of the relevant subfund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Corporation attributable to individual share classes, being the value of the assets of the Corporation attributable to such share class, less its liabilities attributable to such share class at the close of business on such date, by the number of shares of the relevant class then outstanding, all in accordance with the following Valuation Regulations or in any case not covered by them, in such manner as the Board of Directors shall think fair and equitable.

The Net Asset Value of an Alternate Currency Class shall be calculated first in the reference currency of the relevant Subfund. Calculation of the Net Asset Value of the Subfund attributable to the particular class will be divided by the number of issued shares of that class, except otherwise provided for by the sales documents.

All Valuation Regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, corporation or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Corporation and present, past or future shareholders.

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation (provided that the Corporation may make

adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

- d) all units or shares in undertakings for collective investments;
- e) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation;
- f) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- g) the preliminary expenses of the Corporation including the cost of issuing and distributing shares of the Corporation insofar as the same have not been written off yet, and
- h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

Unless otherwise set forth in the sales documents or otherwise decided upon by the Board of Directors, the value of such assets of each subfund shall be valued as follows:

- a) Securities which are listed on a stock exchange or which are regularly traded on such shall be valued at the last available price. If such a price is not available, but a closing mid-price (the mean of the closing bid and ask prices) or a closing bid price is available, then the closing mid-price, or alternatively the closing bid price, may be taken as a basis for the valuation.
- b) If a security is traded on several stock exchanges, the valuation shall be made by reference to the exchange on which it is chiefly traded.
- c) In the case of securities for which trading on a stock exchange is not significant although a secondary market with regulated trading among securities dealers does exist (with the effect that the price is set on a market basis), the valuation may be based on this secondary market.
- d) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as securities listed on a stock exchange.
- e) Shares or units in open-ended undertakings for collective investment will be valued at the last known net asset value which is computed for such shares or units, where necessary taking due account of the redemption fee. Where no net asset value and only buy and sell prices are available for shares in or units in these undertakings for collective investment, the shares or units may be valued at the mean of such buy and sell prices.
- f) Securities that are not listed on a stock exchange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price; if no such price is available, the Board of Directors shall value these securities in accordance with other criteria to be established by the Board of Directors and on the basis of the probable sales price, the value of which shall be estimated with due care and good faith.
- g) Derivatives shall be treated in accordance with the above.
- h) Fixed-term deposits and similar assets shall be valued at their respective nominal value plus accrued interest.
- i) The valuation price of a money-market investment, based on the net acquisition price, shall be progressively adjusted to the redemption price whilst keeping the resulting investment return constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.

The amounts resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of each Subfund at the prevailing mid-market rate. Foreign exchange transactions conducted for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

If a valuation in accordance with the above rules is rendered impossible or incorrect owing to special or changed circumstances, then the Board of Directors shall be entitled to use other generally recognized and auditable valuation principles in order to value each Subfund's assets.

The Net Assets shall be rounded up or down, as the case may be, to the next smallest unit of the reference currency then used unless otherwise stated in the sales documents.

The Net Asset Value of one or more classes of shares may also be converted into other currencies. Should the Board of Directors determine such currencies, the Net Asset Value of the shares in these currencies shall be rounded up or down to the next smallest unit of currency.

B. Unless otherwise decided upon by the Board of Directors, the liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans of the Corporation (including accrued fees for commitment for such loans);
- c) all accrued or payable expenses (including administrative fees, investment advisory and management fees including incentive fees, custodian fees and corporate agent's fees);
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors and



f) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles, except liabilities represented by shares in the Corporation.

In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation comprising, among others, formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses of accountants, custodian and correspondants, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Corporation shall establish pools of assets in the following manner:

a) the proceeds to be received from the issue of shares of a specific class shall be applied in the books of the Corporation to the pool established for that class of shares, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such pool attributable to the class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class shall be applied to the corresponding pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated equally to all the pools and within each pool pro rata to the net asset values of the relevant classes of shares provided that insofar as justified by the amounts, the allocation among the pools may also be made on the basis of the net asset value of the pools, and provided further that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, be incurred solely by the pool they were attributed to;

e) when class-specific expenses are paid for any class and/or higher dividends are distributed by shares of a given class, the net asset value of the relevant class of shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such class of shares) and the net asset value attributable to the other class or classes of shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such other class or classes of shares);

f) when class-specific assets, if any, cease to be attributable to one or several classes only, and/or when income or assets derived therefrom are to be attributed to all classes of shares issued in connection with the same pool, the share of the relevant class shall increase in the proportion of such contribution; and

g) whenever shares of any class are issued or redeemed, the entitlement to the pool of assets attributable to the corresponding class of shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Corporation for such issue or redemption.

D. For the purposes of this Article:

a) shares of the Corporation to be redeemed under Article 20 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) shares to be issued by the Corporation pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day on which the issue price thereof was determined and such price, until received by the Corporation, shall be deemed a debt due to the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares.

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Day, to the extent practicable.

E. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets referred to in section C. of this article 21 (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so in accordance with the following provisions.

a) Any such enlarged asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter, the Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

b) The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Funds and the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

c) Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

**Art. 22. Subscription price.** Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares together, if the Directors so decide, with such sum as the Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Directors proper to take into account, plus such commission as the sales documents may provide, such price to be rounded up to the nearest whole unit of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated, if the Directors so decide, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the sales documents of the Corporation. The price so determined shall be payable within the delay set forth in the sales prospectus or within such shorter delay as the Board of Directors may determine from time to time.

The Corporation may in the interest of the shareholders accept securities as payment for subscription ("contribution in kind"), provided the offered securities correspond to the investment policy of the respective subfund. Each payment of shares against contribution in kind is part of a valuation report issued by the independent auditor of the Corporation. The Board of Directors may at its sole discretion, reject all or several offered securities without giving reasons. All costs caused by such contribution in kind (including the costs for the valuation report, broker fees, expenses, commissions, etc.) shall be borne by the investor.

In the event of an issue of a new class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

**Art. 23. Accounting year.** The accounting year of the Corporation shall begin on the 1<sup>st</sup> November and shall terminate on the 31<sup>st</sup> October of the following year. The accounts of the Corporation shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

**Art. 24. Dividends.** The allocation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors. Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Corporation became less than the minimum prescribed by law. The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of Directors.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

**Art. 25. Custody.** The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the law regarding collective investment undertakings (the "Custodian"). All securities and cash of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

**Art. 26. Liquidation.** In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, as required by Luxembourg law.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding of shares in such class.

The dissolution of a subfund by a compulsory redemption of shares related to such subfund must be made upon a resolution of the Board of Directors if the dissolution is deemed appropriate in the light of the interest of the shareholders.

The dissolution of a subfund by a compulsory redemption of shares related to such subfund may be made upon:

1. a resolution of the Board of Directors, if the value of the total net assets of the Subfund concerned is below EUR 10 million ( ten million EUR) or the equivalent in another currency, or

2. a resolution of a general meeting of Shareholders in the relevant Subfund. The quorum and majority requirements prescribed by Luxembourg Law for decisions regarding amendments to the Articles of incorporation are applicable to such meetings.

In that event, the Corporation may upon a thirty days prior notice to the holders of shares of such subfund proceed to a compulsory redemption of all shares of the given class at the Net Asset Value calculated (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) at the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Registered holders shall be notified in writing. The Corporation shall inform holders of bearer shares by publication of a redemption notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Corporation.

Notwithstanding the powers reserved to the Board of Directors, the general meeting of shareholders of a class, may decide in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 11 hereof to reduce the capital of the Corporation by cancellation of all shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution of such proceeds.

The Board of Directors or the general meeting of shareholders of a subfund may also decide to allocate the assets of such subfund to another existing subfund or to contribute the relevant subfund to another Luxembourg undertaking for collective investment against issue of shares of such other Luxembourg undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the subfund concerned.

Such decision will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new subfund or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made one month before the date on which such consolidation or amalgamation shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction, except for any deferred sales charge.

There are no quorum requirements for the general meeting deciding upon a consolidation of various classes of shares or subfunds within the Corporation and resolutions on this subject may be taken by simple majority of the shares represented at the meeting.

Resolutions to be passed by a general meeting with respect to a contribution of a pool of assets and liabilities to another undertaking for collective investment shall be subject to the quorum and majority requirements set forth in Article 9 hereof.

Where an amalgamation is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign-based undertaking for collective investment such resolution shall be binding only on holders of shares who have approved the proposed amalgamation.

**Art. 27. Amendments to Articles.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 28. Miscellaneous.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 20<sup>th</sup> December 2002 relating to undertakings for collective investment and the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto.

#### *Transitory provisions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the company and end on the 31<sup>st</sup> October 2010.

The annual general meeting shall be held for the first time on the day, time and place as indicated in the articles of incorporation in 2011.

#### *Subscription and payment*

The ten (10) shares have been subscribed to as follows

1.- Credit Suisse Asset Management Fund Holding (Luxembourg) S.A., prenamed, ten . . . . .	10
Total: ten . . . . .	10

These shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of forty thousand Euro (40,000.-) is as of now at the free disposal of the company, as was certified to the notary executing this deed.

117681

*Statement*

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10<sup>th</sup>, 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

*Expenses*

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organization are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000.-).

*Extraordinary general meeting*

The above-named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1) The following have been elected as directors, their mandate expiring at the issue of the annual general meeting to be held in 2011:

- Raymond Melchers, Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., Luxembourg, born in Bech on 6<sup>th</sup> December 1937, with professional address in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, who is elected Vice Chairman of the Board of Directors;

- Luca Diener, Managing Director of Credit Suisse AG, Zurich, born in Switzerland, on 11<sup>th</sup> September 1964, with professional address in CH-8070 Zurich, Kalandergerasse, 4;

- Germain Trichies, Director, Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., born in Pétange on 23 November 1954 with professional address in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

- Guy Reiter, Director, Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., born in Luxembourg on 30 June 1966 with professional address in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

- Mark Wallace, Managing Director, Credit Suisse AG, Zurich, born in London (Great Britain) on 23 June 1959, with professional address in CH-8070 Zürich, Kalandergerasse, 4.

2) The following has been appointed as independent auditor. Their mandate shall expire at the issue of the annual general meeting to be held in 2011:

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

3) The registered office of the Corporation is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at request of the above-named persons, this deed is written in English followed by a German version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the proxy holder of the said person, known to the notary by the surname, first name, civil status and residence, the said proxy holder before the Notary signed together with the notary, this original deed.

**Folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendneun, den dritten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg und Eintrag in das Luxemburger Handelsregister, Teil B unter der Nummer 45.726,

vertreten durch Jacqueline Siebenaller, Vice President von Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., mit folgender Geschäftsadresse: 5, rue Jean Monnet, Luxemburg,

bevollmächtigt durch eine in Luxemburg ausgestellte Vollmacht vom 2. Dezember 2009, gemäß Beilage zu der vorliegenden Urkunde.

Vorgenannte Person, hat im Rahmen ihrer Vertretungsvollmacht den Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft wie folgt zu beurkunden.

**Art. 1. Name.** Hiermit wird von den Zeichnern sowie den potenziellen Aktionären unter dem Namen Target Selection (im Folgenden "die Gesellschaft") eine Gesellschaft in Form einer "Société d'investissement à capital variable" (Investmentgesellschaft mit variablem Kapital) errichtet. Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft bestellen, die sie bei der Ausübung von bestimmten Tätigkeiten unterstützt, die von Zeit zu Zeit festgelegt werden.

**Art. 2. Dauer.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet. Sie kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden, sofern dieser Beschluss konform den Vorschriften der vorliegenden Satzung für Satzungsänderungen gefasst wurde.

**Art. 3. Gegenstand.** Ausschließlicher Gesellschaftszweck ist die Anlage der ihr zu Verfügung stehenden Mittel in übertragbaren Wertpapieren aller Art sowie übrigen gesetzlich zulässigen Anlagevehikeln, um Anlagerisiken zu streuen und den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Portfolios der Gesellschaft zur Verfügung zu stellen.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, sämtliche Massnahmen zu treffen sowie sämtliche Transaktionen zu tätigen, die sie zur Erreichung und Förderung des Gesellschaftszwecks für notwendig erachtet, und dabei den durch Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgegebenen Rahmen voll auszuschöpfen.

**Art. 4. Geschäftssitz.** Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg Stadt im Grossherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrats sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Falls nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Hauptsitz oder die störungsfreie Verbindung zwischen dem Hauptsitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, kann der Hauptsitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Zustände ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Massnahmen haben keinen Einfluss auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu einer bestimmten Nation; ungeachtet einer zeitweiligen Verlegung des Hauptsitzes ins Ausland bleibt sie eine luxemburgische Gesellschaft.

**Art. 5. Kapital und Inhabertzertifikate.** Das Gesellschaftskapital wird in nennwertlosen Aktien ausgedrückt; es beläuft sich bei Gründung auf vierzig tausend Euro (EUR 40.000.-) Danach entspricht das Gesellschaftskapital jederzeit ihrem gesamten Nettovermögen gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung.

Das Mindestkapital der Gesellschaft wird bei einer Million zweihundertundfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000) festgelegt; es ist innert sechs Monaten nach Zulassung der Gesellschaft aufzubringen.

Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt ermächtigt, jederzeit weitere, voll einzubezahlende Aktien gemäss Artikel 22 der vorliegenden Satzung auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären Vorzugsbezugsrechte auf diese Aktien einräumen zu müssen.

Der Verwaltungsrat kann an jeden entsprechend bevollmächtigten Verwaltungsrat bzw. leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. entsprechend bevollmächtigte Drittpersonen die Pflicht delegieren, Zeichnungen für die Auslieferung dieser neuen Aktien sowie die entsprechenden Zahlungen entgegen zu nehmen.

Es steht im Ermessen des Verwaltungsrats, diese Aktien in Form unterschiedlicher Klassen auszugeben. Zudem kann der Erlös aus der Ausgabe einer bzw. mehrerer Aktienklassen in Subfonds oder in Sondervermögen gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung verbucht werden. Der Verwaltungsrat wird in übertragbare Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Anlagevehikel investieren, die denjenigen geografischen Regionen, Wirtschaftszweigen oder Währungsgebieten bzw. sonstigen Bereichen oder Sektionen einschliesslich Aktien bzw. Anteilen anderer Organismen zur gemeinsamen Anlage entsprechen, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für die einzelnen Subfonds vorgibt.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Zusammenhang mit jedem Subfonds bzw. jedem Vermögenspool innerhalb jedes Subfonds neue Aktienklassen zu schaffen und auszugeben, deren Erlös im Allgemeinen gemäss der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Subfonds investiert wird, obwohl eine besondere Ausgabe- und Rücknahmegebührenstruktur bzw. Absicherungspolitik bzw. Aktienwährung oder sonstige besondere Merkmale für jede einzelne Klasse gelten. Zur Feststellung des Gesellschaftskapitals werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Subfonds den einzelnen Aktienklassen zugewiesen. Falls diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten nicht in Schweizerfranken ausgedrückt sind, sind sie in Schweizerfranken zu konvertieren. Das Kapital setzt sich aus der Summe der Nettovermögen aller Klassen zusammen.

Die Aktien werden in Form von Namen- und Inhaberaktien ausgegeben. Die Stückelung derartiger Inhaberaktien bei der Ausgabe liegt im Ermessen des Verwaltungsrats. Wenn ein Aktionär von Inhaberaktien den Umtausch seiner Zertifikate gegen Zertifikate in einer andere Form bzw. deren Wandlung in Namenaktien verlangt, kann er mit den entsprechenden Kosten belastet werden. Der Entscheid über die Ausgabe von Zertifikaten über Namenaktien liegt im Ermessen des Verwaltungsrats. Falls der Verwaltungsrat auf die Ausgabe von Zertifikaten über Namenaktien verzichtet, erhalten die Aktionäre Bestätigungen über ihre Aktienpositionen. Falls der Verwaltungsrat die Ausgabe von Zertifikaten für Namenaktien vornimmt und Aktionäre auf diese Zertifikate verzichten, erhalten sie stattdessen Bestätigungen über ihre Aktienpositionen. Falls ein Namenaktionär verlangt, dass für seine Aktienposition mehr als ein Zertifikat ausgegeben wird, können ihm die entsprechenden Kosten belastet werden. Falls Aktienzertifikate herausgegeben werden, sind diese von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterschreiben. Jede dieser beiden Unterschriften kann eigenhändig, durch Druck oder Faksimile geleistet werden.

In jedem Fall ist es zulässig, eine dieser Unterschriften durch eine Person ausführen zu lassen, welche durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigt wurde. In diesem speziellen Fall ist die Unterschrift eigenhändig zu leisten. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in denjenigen Formen ausgeben, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegt hat. Die Gesellschaft hat das Recht, nach freiem Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien ganz oder teilweise aus beliebigen Gründen zurückzuweisen.

Aktien werden nur nach Einwilligung mit der Zeichnung und unter Vorbehalt des Erhalts des Kaufpreises gemäss Artikel 22 der vorliegenden Statuten ausgegeben. Jeder Zeichner erhält ohne unbillige Verzögerungen definitive Aktienzertifikate bzw. eine Bestätigung seiner Aktienposition ausgeliefert.



Die Ausschüttung von Dividenden an die Aktionäre erfolgt bei Namenaktien an die im Aktionärsregister verzeichneten Adressen sowie bei Inhaberaktien gegen Vorlage der betreffenden Coupons bei einer von der Gesellschaft entsprechend angewiesenen Vertriebsstelle.

Mit Ausnahme der Inhaberaktien werden sämtliche durch die Gesellschaft ausgegebenen Aktien im Aktionärsregister eingetragen. Letzteres wird entweder von der Gesellschaft oder von einer bzw. mehreren von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Personen geführt und hat den Namen jedes Inhabers von eingetragenen Aktien, seinen Wohnort bzw. vereinbarten Wohnsitz - falls der Gesellschaft bekannt - sowie die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Aktien und den hinsichtlich dieser Aktien einbezahlten Betrag auszuweisen. Mit Ausnahme von Inhaberaktien ist jede Übertragung von Aktien in das Aktionärsregister einzutragen, wobei jeder Eintrag durch einen oder mehrere leitende Angestellte der Gesellschaft bzw. eine oder mehrere durch den Verwaltungsrat für diesen Zweck benannten Personen zu unterzeichnen ist.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch Aushändigung der entsprechenden Inhaberaktienzertifikate. Die Übertragung von Namenaktien erfolgt (a) falls entsprechende Zertifikate ausgegeben wurden, durch Eintrag der Übertragung seitens der Gesellschaft nach Aushändigung des bzw. der Zertifikate/s über die betreffenden Aktien bei der Gesellschaft samt anderen Urkunden, welche der Gesellschaft die Übertragung in ausreichender Weise darlegen und (b) falls keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch schriftliche, durch die übertragende und die empfangende Partei datierte und unterzeichnete Übertragungserklärung zur Eintragung in das Aktionärsregister. Die Übertragungserklärung kann auch von entsprechend bevollmächtigten Personen ausgestellt werden.

Jeder im Aktionärsregister eingetragene Aktionär hat der Gesellschaft eine Adresse anzugeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bescheide der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Aktionär keine solche Adresse angibt, ist die Gesellschaft befugt, dies im Aktionärsregister zu vermerken. In diesem Fall gilt der Geschäftssitz der Gesellschaft bzw. eine andere von der Gesellschaft ins Aktionärsregister eingetragene Adresse als Adresse dieses Aktionärs. Diese gilt so lange, bis der betreffende Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz bzw. an die von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmte Adresse abändern lassen.

Falls die Zahlung eines Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese Bruchteile in das Aktionärsregister eingetragen. Aktienbruchteile sind nicht mit Stimmrechten verbunden, aber in einem von der Gesellschaft zu bestimmenden Anteil proportional Dividenden berechtigt. Bei Inhaberaktien werden ausschliesslich Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben. Jeder Saldo von Inhaberaktien, für welche die Ausgabe von Zertifikaten aufgrund von deren Stückelung nicht möglich ist, sowie Aktienbruchteile können entweder in Form von Namenaktien ausgegeben werden oder es erfolgt eine Rückgabe der entsprechenden Zahlung an den Aktionär. Die Wahl zwischen den Vorgehensweisen in diesem Fall erfolgt von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat.

**Art. 6. Ersatz von Zertifikaten.** Wenn ein Aktionär der Gesellschaft in zufrieden stellender Weise nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen ist bzw. gestohlen oder zerstört wurde, wird ihm auf Antrag unter den genannten Bedingungen und Zusagen - einschliesslich einer Sicherheit seitens einer Versicherungsgesellschaft - ein Duplikat des betreffenden Zertifikats ausgestellt. Es liegt im Ermessen der Gesellschaft, ob das Stellen der genannten Sicherheit als alleinige Bedingung gilt. Mit der Ausgabe des neuen Aktienzertifikats samt Vermerk, dass es sich um ein Duplikat handelt, ist das ursprüngliche Aktienzertifikat, für welches das neue ausgestellt wurde, nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft gegen neue eingetauscht werden. Die beschädigten Aktienzertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und unverzüglich annulliert.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder die Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verursachten Kosten, auferlegen.

**Art. 7. Besitzbeschränkung.** Die Gesellschaft kann das Eigentum von Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche Person, Firma oder juristische Person einschränken oder verhindern.

Insbesondere kann die Gesellschaft das Eigentum an ihren Aktien einschränken oder verhindern, wenn es sich um so genannte "U. S. Persons" gemäss nachfolgender Definition handelt. Dasselbe gilt für Personen, bei denen das Eigentum dieser Aktien einen Verstoß gegen gesetzliche oder aufsichtsrechtliche Vorschriften darstellt oder bei denen das Eigentum steuerliche Nachteile für die Gesellschaft bzw. ihre Aktionäre nach sich ziehen würde (im Folgenden "vom Erwerb ausgeschlossene Personen"). Zu diesem Zweck ist die Gesellschaft ermächtigt:

a) die Ausgabe bzw. den Eintrag von Übertragungen von Aktien aller Art abzulehnen, sofern diese Eintragung oder Übertragung ihres Erachtens eine vom Erwerb ausgeschlossene Person in den wirtschaftlichen Eigentum einer solchen Aktie bringt oder bringen könnte.

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktionärsregister eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien ins Aktionärsregister eintragen lassen möchte, auffordern, ihr sämtliche Gewährleistungen oder Haftungen oder Angaben samt der entsprechenden eidesstattlichen Erklärung zu erteilen, die sie für nötig hält, um festzustellen, ob eine vom Erwerb ausgeschlossene Person wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftige sein wird.



c) wenn die Gesellschaft über Anhaltspunkte verfügt, dass eine vom Erwerb ausgeschlossene Person entweder alleine oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer der Aktien ist oder gegen seine Gewährleistungen und Haftungen verstösst oder derartige Gewährleistungen und Haftungen nicht abgibt, kann der Verwaltungsrat den obligatorischen Rückkauf sämtlicher bzw. eines Teils dieser Aktien vom betreffenden Aktionär verlangen. Hierbei ist wie folgt zu verfahren:

1) Die Gesellschaft hat demjenigen Aktionär, welcher laut Aktionärsregister Eigner der zurückzukaufenden Aktien ist, eine Mitteilung (im Folgenden "Rückkaufsmittteilung") zu machen. Diese Mitteilung hat Folgendes zu enthalten: eingehende Angaben zu den zurückzukaufenden Aktien wie oben, Preisangebot für diese Aktien und Ort, an welchem der Rückkaufpreis zu hinterlegen ist. Jede derartige Mitteilung wird dem betreffenden Aktionär durch frankiertes Einschreiben an die letzbekannte Adresse oder an die Adresse, die in den Büchern der Gesellschaft erscheint, zugestellt. Der betreffende Aktionär ist in der Folge verpflichtet, der Gesellschaft das Aktieninhabertzifikat bzw. die Aktieninhabertzifikate über die in der Rückkaufsmittteilung aufgeführten Aktien auszuhändigen. Sogleich nach Ende des in der Rückkaufsmittteilung festgesetzten Datums endet das Eigentum des betreffenden Aktionärs an den in der Mitteilung aufgeführten Aktien. Sein Name wird im Zusammenhang mit diesen Aktien im Aktionärsregister getilgt.

2) Der Kurs (im Folgenden "Rückkaufskurs"), zu welchem die genannten und in der Rückkaufsmittteilung aufgeführten Aktien gehandelt werden, entspricht dem Rücknahmekurs von Aktien der Gesellschaft gemäss Artikel 20 der vorliegenden Statuten.

3) Die Zahlung des Rückkaufpreises erfolgt an den Eigentümer der betreffenden Aktien, falls keine Devisenbeschränkungen in Kraft sind. Die Gesellschaft überweist den entsprechenden Betrag an eine Bank in Luxemburg bzw. an einem andern Ort (gemäss Angaben in der Rückkaufserklärung) zur Auszahlung an den betreffenden Eigentümer. Die Zahlung erfolgt erst nach Rückgabe des/der Aktienzertifikats/e über die in der genannten Mitteilung aufgelisteten Aktien. Nach Überweisung des Preises wie oben dargestellt hat kein Eigentümer der in der Rückkaufsmittteilung genannten Aktien noch weiterhin Eigentumsrechte an diesen Aktien bzw. einem Teil derselben bzw. in dieser Hinsicht eine Forderung gegen die Gesellschaft oder ihre Aktiven, mit Ausnahme des als Eigentümer geltenden Aktionärs. Letzterer hat das Recht, die Auszahlung des wie oben dargestellt überwiesenen Preises (ohne Zinsen) von der genannten Bank gegen Übergabe des bzw. der Aktienzertifikats/e wie oben dargestellt.

4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse seitens der Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass ungenügende Nachweise dafür vorlagen, dass eine bestimmte Person Eigentümer der Aktien war oder dass sich die wahren Besitzverhältnisse anders verhielten, als sie der Gesellschaft am Tag der Rückkaufserklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

d) die Annahme der Stimme von so genannten U. S. Persons bei jeder Generalversammlung verweigern.

**Art. 8. Person der Vereinigten Staaten.** In der vorliegenden Satzung bezeichnet der Begriff "U. S. Person" gemäss anwendbarem Recht bzw. gemäss den Änderungen, welche die Verwaltungsräte den Aktionären mitzuteilen haben, einen Bürger oder eine Person mit Wohnsitz in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien bzw. Besitzungen oder sonstigen unter Rechtssoheit der USA stehenden Gebieten einschliesslich der Bundesstaaten und Federal District of Colombia (im Folgenden die "Vereinigten Staaten") (einschliesslich jeder Gesellschaft, Partnerschaft oder sonstigen Einheit, welche entweder in den USA oder gemäss den Gesetzen der USA bzw. eines politischen Teilgebiets der USA organisiert sind). Dieser Begriff schliesst ebenfalls Vermögen und Trusts ein, mit Ausnahme derjenigen Vermögen und Trusts, deren Einkommen aus Quellen ausserhalb der Vereinigten Staaten stammt (und die nicht effektiv mit dem Betreiben von Handel bzw. einem Geschäft innerhalb der Vereinigten Staaten verbunden sind) und deren Einkommen nicht zum Zweck der Berechnung der bundesstaatlichen Einkommenssteuer der Vereinigten Staaten angerechnet wird. Vorbehalten bleibt, dass dieser Begriff sich nicht auf die Zweigstellen oder Agenturen US-amerikanischer Banken bzw. Versicherungen bezieht, die ausserhalb der USA unter lokaler Aufsicht das Bank- bzw. Versicherungsgeschäft betreiben und sich zudem nicht ausschliesslich mit der Anlage in Wertpapieren gemäss dem United States Securities Act von 1933 befassen.

**Art. 9. Befugnisse der Generalversammlung.** Jede ordnungsgemäss zusammengetretene Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie ist in umfassender Weise befugt, Massnahmen anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen, welche sich auf den Betrieb der Gesellschaft beziehen.

**Art. 10. Generalversammlung.** Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre findet gemäss Luxemburger Gesetz am eingetragenen Gesellschaftssitz der Gesellschaft statt bzw. an demjenigen anderen Ort, welcher in der Einladung zur Generalversammlung angegeben ist.

Datum der Generalversammlung ist der zweite Dienstag des Monats April jeden Jahres, Zeit 11.00 Uhr (Mitteleuropäische Zeit). Wenn es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankgeschäftstag handelt, findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag statt. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach dem letztinstanzlichen Urteil des Verwaltungsrats aussergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Zusätzliche Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, wie sie in der entsprechenden Einladung angegeben sind.

**Art. 11. Ladung und Quorum.** Das vom Gesetz festgesetzte Quorum ist für die Durchführung der Aktionärsversammlungen massgeblich, sofern in der vorliegenden Satzung nichts anderes festgelegt ist.

Jede Aktie einer beliebigen Klasse berechtigt ohne Ansehen des Nettovermögenswertes je Aktie der entsprechenden Klasse zu einer Stimme, sofern das Gesetz keine weiteren Beschränkungen vorgibt.

Jeder Aktionär hat das Recht, für Aktionärsversammlungen eine andere Person schriftlich bzw. über Telegraf, Telegramm, Telefax oder andere Übermittlungsmodi an seiner Stelle zu bevollmächtigen.

Falls in der vorliegenden Satzung nichts anderes festgelegt ist bzw. das Gesetz nicht anderes verlangt, werden Beschlüsse einer ordentlich einberufenen Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und zur Abstimmung berechtigten Personen gefasst.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle übrigen von den Aktionären zu erfüllenden Teilnahmebedingungen für die Generalversammlung festzulegen.

Aktionäre versammeln sich nach Aufforderung seitens des Verwaltungsrats gemäss der Einladung samt Tagesordnung. Diese ist per Post mindestens acht Tage vor der betreffenden Versammlung an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse jedes Aktionärs zu versenden.

Falls Inhaberaktien ausstehen, ist die Einladung zusätzlich zwei Mal im Abstand von acht Tagen im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations von Luxemburg sowie einer Luxemburger Tageszeitung und den vom Verwaltungsrat angelegenen anderen Zeitungen zu veröffentlichen, wobei die zweite Veröffentlichung mindestens acht Tage vor dem Datum der betreffenden Versammlung zu erfolgen hat.

Falls allerdings sämtliche Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung in Kenntnis gesetzt worden zu sein, kann diese Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

**Art. 12. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat mit mindestens drei Mitgliedern geleitet. Dabei ist es nicht erforderlich, dass die Verwaltungsratsmitglieder Aktionäre der Gesellschaft sind.

Die Verwaltungsräte werden durch Wahl der Aktionäre an der jährlichen Generalversammlung bestellt. Ihre Amtsdauer endet mit der nächstfolgenden jährlichen Generalversammlung und dauert bis zur Wahl und Bestätigung ihrer Nachfolger. Die Abberufung eines Verwaltungsrats mit oder ohne Grund durch Aktionärsbeschluss bleibt vorbehalten.

Falls das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds infolge Todes, Pensionierung oder aus anderen Gründen vakant wird, können die übrigen Verwaltungsräte durch Mehrheitsbeschluss einen neuen Verwaltungsrat wählen, welcher das vakante Amt bis zur nächsten Aktionärsversammlung versieht.

**Art. 13. Verwaltungsratsordnung.** Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen bzw. mehrere Vizepräsidenten zu bestellen.

Er kann zudem einen Schriftführer wählen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokollführung bei den Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verantwortlich ist. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung seines Vorsitzenden bzw. zweier Mitglieder an dem Ort zusammen, welcher in der Einladung angegeben ist. Der Vorsitzende führt bei sämtlichen Aktionärsversammlungen sowie sämtlichen Sitzungen des Verwaltungsrats den Vorsitz. Falls er abwesend oder verhindert ist, sind die Aktionäre bzw. Mitglieder des Verwaltungsrats ermächtigt, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats und für Versammlungen der Aktionäre eine andere Person durch Mehrheitsabstimmung der Anwesenden zum zeitweiligen Vorsitzenden zu ernennen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind ausschliesslich in ordentlich einberufenen Sitzungen beschlussfähig.

**Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, die Gesellschafts- und Anlagepolitik hinsichtlich der Anlagen, welche sich auf die einzelnen Subfonds beziehen, nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, sowie die Geschäftsführung und Leitung der Angelegenheiten der Gesellschaft. Dies geschieht unter Beachtung der gemäss Gesetz oder Verordnung oder dieser Satzung vom Verwaltungsrat im Zusammenhang mit den für jeden Subfonds vorzunehmenden Anlagen festgesetzten Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat hat die weitesten Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft sämtliche Massnahmen zwecks Verwaltung oder Verfügung durchzuführen. Sämtliche Befugnisse, welche nicht spezifisch vom Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, sind in dem Kompetenzbereich des Verwaltungsrats.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen binden, falls dies nicht durch einen entsprechenden Verwaltungsratsbeschluss genehmigt ist.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Beamte der Gesellschaft, Generalverwalter und assistierende Generalverwalter, Sekretäre und Hilfssekretäre bestimmen welche für die Operationen und die Verwaltung der Gesellschaft zuständig sind und welche nicht Verwaltungsratsmitglied oder Aktionär zu sein brauchen. Die ernannten Beamten, falls nicht anders in der Satzung vorgesehen, werden die Befugnisse und Aufgaben haben welche ihnen durch den Verwaltungsrat zugeteilt wurden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die tagtägliche Leitung der Verwaltung und der Angelegenheiten der Gesellschaft, sowie seine Befugnisse Maßnahmen innerhalb der Geschäftspolitik und des Geschäftszwecks der Gesellschaft auszuführen, an solche leitende Angestellte oder an andere vertraglich bestimmte Personen übertragen.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Hinblick auf die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einen oder mehrere Vermögensverwalter bzw. Anlageberater zu ernennen.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen ihre Befugnisse auch auf ein Komitee bestehend aus einer oder mehreren Personen, die nicht Verwaltungsratsmitglied(er) zu sein brauchen, übertragen.

Sämtliche Ernennungen dieser Art können jederzeit durch den Verwaltungsrat widerrufen werden.

Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrats sind schriftlich bzw. über Telegraf, Telegramm, Telex, Telefax oder über andere elektronische Kommunikationswege an sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats vorzunehmen und haben mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Tag der betreffenden Sitzung zu erfolgen. Die Einladung hat den Zweck jeden einzelnen Verhandlungsgegenstand der Sitzung zu nennen. An der betreffenden Sitzung dürfen keine anderen als die in dieser Einladung traktandierten Gegenstände behandelt werden; zudem ist jede Handlung des Verwaltungsrats, die nicht in der Einladung erwähnt ist, ungültig. Ein Verzicht auf die Einladung ist möglich, sofern er seitens jedes Mitglieds des Verwaltungsrats in schriftlicher Form bzw. über Telegraf, Telegramm, Telex, Telefax oder auf anderen elektronischen Kommunikationswegen erfolgt. Durch ihre persönliche Anwesenheit bzw. die Anwesenheit ihrer Bevollmächtigten an der betreffenden Sitzung erklären sich diese Verwaltungsratsmitglieder mit dem Verzicht einverstanden. Spezifische Einladungen sind für einzelne Sitzungen nicht erforderlich, falls diese gemäss einem zuvor durch Verwaltungsratsbeschluss genehmigten Zeitplan sowie zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann bei jeder ordnungsgemäss einberufenen Sitzung des Verwaltungsrats Beschlüsse fassen, indem es in schriftlicher Form bzw. über Telegraf, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats entsprechend bevollmächtigt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an Sitzungen des Verwaltungsrats über Telefonkonferenzen, Videokonferenzen oder auf anderen hör- bzw. sichtbaren Kommunikationswegen teilnehmen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats, das auf einem der beschriebenen Wege an einer Sitzung des Verwaltungsrats teilnimmt, gilt für die betreffende Sitzung als persönlich anwesend.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats in Form einer Telefonkonferenz bzw. Videokonferenz oder mittels beliebiger anderer hör- bzw. sichtbarer Kommunikationswege ist gültig und bindend wie eine Sitzung mit physischer Präsenz, falls ein Quorum der Verwaltungsratsmitglieder an ihr teilnimmt sowie ein Sitzungsprotokoll erstellt und durch den Vorsitzenden der Sitzung unterzeichnet wird.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam beraten und beschliessen, wenn mindestens die Mehrheit aller seiner Mitglieder an der betreffenden Verwaltungsratssitzung anwesend bzw. vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Verwaltungsratsmitglieder, die weder persönlich anwesend sind noch vertreten werden, können ihre Stimme auf schriftlichem Weg oder über Telegraf, Telegramm, Telex, Telefax bzw. auf anderen elektronischen Kommunikationswegen abgeben.

Falls in einer Sitzung Stimmgleichheit für bzw. gegen einen Beschluss besteht, ist die Stimme des Vorsitzenden Ausschlag gebend.

Zirkularbeschlüsse, welche von sämtlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wurden, haben die gleiche Wirksamkeit wie bei einer ordentlich zusammengerufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasste Beschlüsse. Die betreffenden Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Beschlusses erfolgen und können durch Briefe oder Faksimile nachgewiesen werden. Derartige Beschlüsse treten zu dem im Zirkularbeschluss genannten Datum in Kraft. Falls kein spezifisches Datum erwähnt wird, tritt der betreffende Zirkularbeschluss an demjenigen Tag in Kraft, an welchem die letzte Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds erfolgt ist.

Beschlüsse, die auf anderen elektronischen Kommunikationswegen wie E-Mail, Telegraf, Telegrammen oder Telex erfolgen, sind danach durch einen entsprechenden Zirkularbeschluss zu formalisieren. Dieser Zirkularbeschluss tritt zu demjenigen Datum in Kraft, an welchem die letzte Zustimmung auf elektronischem Weg bei der Gesellschaft eingetroffen ist. Die betreffenden bei allen Verwaltungsratsmitgliedern eingegangenen Zustimmungen sind ein unabtrennbarer Anhang zu dem entsprechenden Zirkularbeschluss über den zuvor auf elektronischem Weg gefassten Beschluss.

Zirkularbeschlüsse können ausschliesslich durch einstimmige Zustimmung sämtlicher Verwaltungsratsmitglieder erfolgen.

**Art. 15. Protokoll des Verwaltungsrates.** Das Protokoll jeder Verwaltungsratssitzung ist durch den Vorsitzenden der betreffenden Sitzung zu unterzeichnen.

Kopien bzw. Auszüge dieser Protokolle, welche in Gerichtsverfahren oder unter anderen Umständen vorgelegt werden, sind durch den Vorsitzenden, den Schriftführer bzw. zwei Mitglieder des Verwaltungsrats zu unterzeichnen.

**Art. 16. Interessenkonflikte.** Verträge bzw. sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und beliebigen anderen Gesellschaften oder Unternehmen werden nicht von der Tatsache tangiert bzw. ausser Kraft gesetzt, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats bzw. ein oder mehrere leitende Angestellte an dieser letzteren Gesellschaft einen Anteil hält oder als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, leitender Angestellter oder Mitarbeitender dieser letzteren Gesellschaft bzw. dieses letzteren Unternehmens fungiert. Jedes Verwaltungsratsmitglied bzw. jeder leitende Angestellter der Gesellschaft, welches/welcher als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder Mitarbeitender einer Gesellschaft bzw. eines Unternehmens fungiert, mit der/dem die Gesellschaft Verträge schliesst oder anderweitige Geschäfte tätigt, wird durch seine Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft bzw. diesem anderen Unternehmen nicht daran gehindert,

im Zusammenhang mit solchen Verträgen bzw. Geschäften zu beraten, über sie zu beschliessen oder hiermit im Zusammenhang stehende Handlungen auszuführen.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied bzw. ein leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat, hat er dies dem Verwaltungsrat mitzuteilen und über die betreffende Transaktion nicht zu beraten bzw. abzustimmen. Zudem ist über diese Transaktion sowie das persönliche Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds bzw. leitenden Angestellten an der nächsten Aktionärsversammlung Bericht zu erstatten. Der Begriff "persönliches Interesse" gemäss dem vorhergehendem Satz bezieht sich nicht auf Beziehungen oder Interessen in Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen mit Beteiligung der CREDIT SUISSE GROUP, von deren Tochtergesellschaften oder verbundenen Gesellschaften oder von sonstigen Gesellschaften oder juristischen Personen, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen bestimmt werden können.

**Art. 17. Abfindung.** Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied bzw. jeden leitenden Angestellten sowie dessen Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Aufwendungen im Zusammenhang mit einem Anspruch, Klagen, Forderungen oder Prozessen entschädigen, an denen es/er aufgrund seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt ist. Entschädigungen können ebenfalls auf Antrag erfolgen im Falle von anderen Gesellschaften, bei denen die Gesellschaft Aktien oder Forderungen hält und bei welchen kein Anspruch auf Entschädigung besteht, falls es sich nicht um Vorfälle handelt, bei denen es/er letztendlich wegen grober Fahrlässigkeit oder absichtlichen Fehlverhaltens zu Schadenersatz verurteilt wird.

**Art. 18. Unterschriftsbefugnisse.** Die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigten Personen ist bindend für die Gesellschaft.

**Art. 19. Buchprüfung.** Die Gesellschaft hat einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises") zu ernennen, welcher die gesetzlich vorgeschriebenen Aufgaben erfüllt. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Sein Mandat gilt bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Der Wirtschaftsprüfer kann jederzeit durch die Aktionäre gemäss den Bestimmungen des Artikels 256 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften abberufen werden.

**Art. 20. Rückkauf der Aktien.** Wie in den nachfolgenden Bestimmungen im Einzelnen dargelegt, hat die Gesellschaft die Befugnis, jederzeit eigene Aktien unter alleiniger Beachtung der gesetzlichen Beschränkungen zurückzukaufen.

Jeder Aktionär der Gesellschaft kann diese durch Mitteilung auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien zurückzukaufen. Die betreffende Mitteilung hat vor demjenigen Datum bei der Gesellschaft einzugehen, an dem der entsprechende Nettovermögenswert festgestellt wird. In diesem Fall wird die Gesellschaft die betreffenden Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Beschränkungen sowie unter Vorbehalt der in Artikel 21 der vorliegenden Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rückkaufspflicht zurückkaufen. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält pro Aktie einen Preis, welcher auf Grundlage des Nettovermögenswerts pro Aktie der betreffenden Klasse gemäss den Vorschriften von Artikel 21 der vorliegenden Satzung berechnet wird. Vom Nettovermögenswert kann eine Rücknahmegebühr oder eine bei Rücknahme fällige Verkaufsgebühr zugunsten der Vertriebsstelle der Gesellschaft abgezogen werden. Dies gilt auch für einen Abzug für geschätzte Kosten und Aufwendungen, welche der Gesellschaft bei Verkauf des entsprechenden Prozentsatzes der Vermögenswerte in der betroffenen Vermögensmasse entstehen würden, um daraus den Rückkauf in der beantragten Grössenordnung gemäss Verkaufsdokumenten der Gesellschaft zu finanzieren. Die Zahlung des Rückkaufserlöses kann nicht später als 10 Geschäftstage nach dem Tag erfolgen, an dem der Rückkaufsantrag gestellt wurde bzw. die Gesellschaft alle erforderlichen Unterlagen erhalten hat, vorbehaltlich der Bestimmungen der Satzung.

Jeder Rückkaufsantrag ist durch den betreffenden Aktionär in der durch den Verwaltungsrat vorgegebenen Weise und zusammen mit den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft vorgesehenen Dokumenten beim Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei den Geschäftsräumen einer von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dem Rückkauf der Anteile dazu bestimmten physischen oder juristischen Person einzureichen.

Falls durch den Rückkauf oder die Umwandlung eines Teils der Aktien einer bestimmten Klasse die Position eines Aktionärs in Aktien dieser Klasse unter die durch den Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte Mindestbestandsgrenze fällt bzw. - gesetzt den Fall, dass der Mindestzeichnungsbetrag zur Zeit der Zeichnung für die betroffene Klasse aufgehoben wurde - falls dieser Wert unter den Gesamtwert der Aktien der betroffenen Klasse fällt, welche der Aktionär ursprünglich zeichnete, wird der betreffende Aktionär so behandelt, als ob er je nach Sachlage den Rückkauf bzw. die Umwandlung sämtlicher seiner Aktien dieser Klasse beantragt hätte.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt zu entscheiden, dass der Rückkauf bzw. die Umwandlung eines Teils oder aller Aktien für eine bestimmte, nach Ermessen des Verwaltungsrats im besten Interesse der Gesellschaft liegenden Zeit zurückgestellt wird, falls Anträge auf Rückkauf bzw. Umwandlung sich auf mehr als einen bestimmten Prozentsatz der ausstehenden Aktien einer bestimmten Klasse beziehen. Dieser Prozentsatz wird von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlicht. An diesem späteren Datum werden die betreffenden Rückkauf- bzw. Umwandlungsanträge vor den später eingegangenen Anträgen behandelt.

Der Verwaltungsrat ist befugt, nach freiem Ermessen zwangsweise Positionen in einer Aktienklasse zurückzukaufen, welche unter der von ihm von Zeit zu Zeit festgelegten und in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlichten

Mindestbestandsgrenze liegen, wobei letztere dem Mindestzeichnungsbetrag entspricht. Falls der Mindestzeichnungsbetrag bei einem bestimmten Aktionär keine Anwendung gefunden hat, erfolgt der zwangsweise Rückkauf, wenn der Wert von Positionen in einer Aktienklasse unter dem Gesamtwert der ursprünglich gezeichneten Aktien der betreffenden Klasse liegt.

**Art. 21. Berechnung des Nettovermögenswertes.** Zur Festlegung des Ausgabe-, Rückkaufs- und Umwandlungspreises der Aktien wird der Nettovermögenswert der Gesellschaft für jede einzelne Klasse von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft bestimmt. Diese Bestimmung erfolgt mindestens einmal monatlich und wird durch den Verwaltungsrat festgelegt (jeder Tag bzw. Zeitpunkt der Bestimmung des Nettovermögenswertes wird im Folgenden als "Bewertungstag" bezeichnet), unter der Bedingung, dass in jedem Fall der nächstfolgende Bankarbeitstag als Bewertungstag gilt, falls der eigentliche Bewertungstag in Luxemburg bzw. jedem anderen durch den Verwaltungsrat festgelegten Ort ein Bankfeiertag ist.

Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit und in beliebigen Abständen die Bestimmung des Nettovermögenswertes für Aktien eines bestimmten Subfonds aussetzen. Dasselbe gilt für die Ausgabe und den Rückkauf von Aktien jedes beliebigen Subfonds von den betreffenden Aktionären sowie für Wandlungen in und aus Aktien jeder Klasse eines Subfonds, falls ein bedeutender Teil der Vermögenswerte des Subfonds:

- a) nicht bewertet werden kann, weil eine Börse oder ein Markt ausserhalb der üblichen Feiertage geschlossen ist, oder falls der Handel an einer solchen Börse oder an einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist; oder
- b) nicht frei verfügbar ist, weil ein Ereignis politischer, wirtschaftlicher, militärischer, monetärer oder anderweitiger Natur, das ausserhalb der Kontrolle der Gesellschaft liegt, Verfügungen über das Vermögen des Subfonds nicht erlaubt bzw. den Interessen der Aktionäre abträglich wäre; oder
- c) nicht bewertet werden kann, da wegen einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem anderen Grund eine Bewertung unmöglich ist; oder,
- d) nicht für Geschäfte zur Verfügung steht, weil Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Art Übertragungen von Vermögenswerten undurchführbar machen, oder wenn nach objektiv nachprüfbar Massstäben feststeht, dass Geschäfte nicht zu normalen Devisenwechsellkursen getätigt werden können.

Diese Aussetzungen sind, falls angemessen, durch die Gesellschaft zu veröffentlichen und den Anlegern, welche Anträge auf Ausgabe, Umwandlung oder Rückkauf von Aktien seitens der Gesellschaft gestellt haben mitzuteilen, sobald diese den entsprechenden schriftlichen Antrag gemäss Artikel 21 der vorliegenden Satzung einreichen.

Diese Aussetzungen in einem beliebigen Subfonds haben keinerlei Auswirkungen auf die Berechnung des Nettovermögenswertes bzw. die Ausgabe, den Rückkauf und die Umwandlung von Aktien der übrigen Subfonds, falls die für die Aussetzung massgeblichen Umstände sich nicht auf die Anlagen im Namen der betreffenden Subfonds erstrecken.

Falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges festgehalten wurde bzw. keine gegenteiligen Beschlüsse des Verwaltungsrats ergangen sind, wird der Nettovermögenswert von Aktien jedes Subfonds als Wert je Aktie des betreffenden Subfonds in der Referenzwährung ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Teilung des auf die jeweilige Aktienklasse entfallenden Nettovermögens der Gesellschaft - d. h. des Wertes der auf die betreffende Klasse entfallenden Vermögensgegenstände der Gesellschaft abzüglich der auf diese Klasse entfallenden Verbindlichkeiten am Ende des als Bewertungstag vorgesehenen Geschäftstags - durch die Anzahl der in diesem Zeitpunkt ausstehenden Aktien der betreffenden Klasse ermittelt. Diese Ermittlungen erfolgen ohne Ausnahme gemäss den folgenden Bewertungsvorschriften bzw. in Fällen, welche in den betreffenden Vorschriften nicht vorgesehen sind, auf eine nach Ansicht des Verwaltungsrats gerechte und billige Weise.

Die Berechnung des Nettovermögenswertes einer alternativen Währungsklasse erfolgt zuerst in der Referenzwährung des jeweiligen Subfonds. Die Berechnung des Nettovermögenswertes des Subfonds für die betreffende Klasse erfolgt durch Teilung durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien dieser Klasse, falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges vorgesehen ist.

Sämtliche Bewertungsregeln und Beschlüsse sind gemäss allgemein gültigen Rechnungslegungsgrundsätzen ("generally accepted accounting principles") zu fassen und auszulegen.

Ausser in Fällen von Arglist, Fahrlässigkeit oder offensichtlichem Irrtum ist jede Entscheidung des Verwaltungsrats oder jeder Bank, Gesellschaft oder anderer Institution, welche der Verwaltungsrat gegebenenfalls mit der Berechnung des Nettovermögenswertes beauftragt hat, sowohl für die Gesellschaft als auch für sämtliche jetzigen, früheren und zukünftigen Aktionäre endgültig und bindend.

A. Als Aktiva des Gesellschaftsvermögens gelten:

- a) alle liquiden Mittel und Einlagen, einschliesslich aufgelaufener Zinsen;
- b) sämtliche Wechsel, Zahlungsaufforderungen und Forderungen (einschliesslich noch nicht eingegangener Erlöse aus dem Verkauf von Wertpapieren);
- c) sämtliche Anleihen, Time Notes, Aktien, Wertpapiere, Schuldverschreibungen, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Optionsscheine sowie sonstige Anlageinstrumente und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft bzw. durch die Gesellschaft abgeschlossen (unter der Bedingung, dass die Gesellschaft Anpassungen aufgrund der Fluktuationen des Marktwertes der Wertpapiere vornehmen kann, falls diese Fluktuationen durch Handel ohne Einbezug der Dividende bzw. des Bezugsrechts oder ähnliche Verfahren auftreten);
- d) sämtliche Anteile bzw. Aktien in Organismen für gemeinsame Anlagen;



- e) sämtliche der Gesellschaft zustehenden Wertpapiere, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen;
- f) sämtliche aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, es sei denn die Verzinsung wäre bereits im Kapitalbetrag des betreffenden Wertpapiers enthalten oder berücksichtigt;
- g) die vorläufigen Gründungskosten der Gesellschaft, einschliesslich der Kosten für die Ausgabe und den Vertrieb der Aktien der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben sind, und
- h) sämtliche sonstigen Vermögenswerte aller Art, einschliesslich vorausbezahlter Aufwendungen.

Falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges vermerkt ist bzw. der Verwaltungsrat keine gegenteiligen Beschlüsse gefasst hat, wird der Wert der genannten Aktiven für jeden Subfonds wie folgt festgestellt:

a) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder regelmässig an einer solchen Börse gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Kurs zu bewerten. Steht kein bezahlter Kurs zur Verfügung, ist aber ein Schlussmittelkurs (Mittelwert zwischen dem letzten Geld- und dem letzten Briefkurs) oder ein Schlussgeldkurs notiert, kann auf den Schlussmittelkurs oder alternativ auf den Schlussgeldkurs abgestellt werden.

b) Wenn ein Wertpapier an verschiedenen Börsen gehandelt wird, erfolgt die Bewertung in Bezug auf die Börse, an der dieses in erster Linie gehandelt wird.

c) Wenn bei Wertpapieren mit unbedeutendem Börsenhandel jedoch ein Sekundärmarkt mit geregelterm Freiverkehr zwischen Wertpapierhändlern besteht, der zu einer marktmässigen Preisbildung führt, kann die Bewertung auf Grund des Sekundärmarkts vorgenommen werden.

d) Wertpapiere, die an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden nach der gleichen Methode bewertet wie Wertpapiere mit Börsennotierung.

e) Aktien bzw. Anteile an offenen Organismen für gemeinsame Anlagen werden zum letzten für sie berechneten bekannten Nettovermögenswert bewertet, gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Rückkaufsgebühren. Falls für Anteile an Zielfonds kein Nettovermögenswert zur Verfügung steht, sondern lediglich An- und Verkaufspreise, so können die Anteile solcher Zielfonds zum Mittelwert zwischen solchen An- und Verkaufspreisen bewertet werden.

f) Wertpapiere ohne Börsennotierung, die nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Marktpreis zu bewerten. Falls kein solcher Preis zur Verfügung steht, hat der Verwaltungsrat diese Wertpapiere gemäss anderen von ihm festzulegenden Kriterien sowie auf Grundlage des wahrscheinlich zu erzielenden Verkaufspreises zu bewerten, wobei Letzterer mit der gebührenden Umsicht und in gutem Glauben festzulegen ist.

g) Derivate werden gemäss den vorhergehenden Abschnitten behandelt.

h) Treuhand- und Festgelder werden zum jeweiligen Nennwert zuzüglich der aufgelaufenen Zinsen bewertet.

i) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Konstanzhaltung der daraus berechneten Anlagerendite sukzessive dem Rückzahlungskurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen ist die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Marktrenditen auszurichten.

Die aus solchen Bewertungen resultierenden Beträge werden in die Referenzwährung jedes Subfonds zum jeweils gültigen Mittelkurs umgerechnet. Bei der Durchführung dieser Umwandlung sind zum Zwecke der Absicherung von Währungsrisiken abgeschlossene Devisentransaktionen zu berücksichtigen.

Falls aufgrund besonderer oder veränderter Umstände eine Bewertung unter Beachtung der vorstehenden Regeln sich als unmöglich bzw. unrichtig erweist, so ist der Verwaltungsrat ermächtigt, andere allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Vermögens des Subfonds zu erreichen.

Das Nettovermögen wird je nach Sachlage auf die nächste kleinere Einheit der zu diesem Zeitpunkt gültigen Referenzwährung auf- oder abgerundet, falls in den Verkaufsunterlagen nichts Gegenteiliges festgehalten ist.

Der Nettovermögenswert von einer bzw. mehreren Aktienklassen kann auch in andere Währungen umgerechnet werden. Falls der Verwaltungsrat solche Währungen festlegt, wird der Nettovermögenswert der Aktien in diesen Währungen auf die jeweils nächste kleinste gängige Währungseinheit auf- oder abgerundet.

B. Falls keine gegenteiligen Beschlüsse des Verwaltungsrats vorliegen, zählen folgende Posten zu den Verbindlichkeiten der Gesellschaft:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Forderungen;
- b) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf Darlehen an die Gesellschaft (einschliesslich aufgelaufener Bereitstellungskommissionen für solche Darlehen);
- c) sämtliche aufgelaufenen oder fälligen Aufwendungen (einschliesslich Verwaltungsaufwand, Anlageberatungs- und Verwaltungsgebühren inklusive leistungsabhängiger Gebühren, Depotbankgebühren und Gebühren für etwaige Vertreter der Gesellschaft);
- d) sämtliche bekannten gegenwärtigen bzw. zukünftigen Verbindlichkeiten einschliesslich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung von Geldern bzw. Übertragung von Eigentum einschliesslich der von der Gesellschaft festgestellten, aber noch nicht ausgeschütteten Dividenden, falls der Bewertungstag auf bzw. nach den Stichtag für die Ermittlung der Dividendenberechtigten fällt;



e) eine am Bewertungstag ausreichende Rückstellung für künftige Steuerverbindlichkeiten aufgrund von Kapital und Erträgen gemäss der von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft vorgenommenen Festsetzung, sowie weitere Rücklagen, insofern der Verwaltungsrat diese genehmigt und gebilligt hat;

f) sämtliche weiteren Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art und Natur, welche gemäss allgemein gültigen Rechnungslegungsgrundsätzen geschätzt werden, mit Ausnahme derjenigen Verbindlichkeiten, welche durch die eigenen Aktien der Gesellschaft verkörpert sind.

Bei der Feststellung dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von ihr zu tragenden Kosten in Betracht zu ziehen. Diese beinhalten unter anderem Folgendes: Gründungskosten, Gebühren für Anlageberater oder Anlageverwalter, Honorare und Kosten von Buchhaltern, Depotbank und Korrespondenzbanken, Domizilstelle, des mit der Führung des Aktionärsregisters und mit der Übertragung von Aktien beauftragten Bevollmächtigten der Gesellschaft, Zahlstellen und Vertretern an Orten, wo die Gesellschaft eingetragen ist, sowie von sämtlichen anderen Vertretern der Gesellschaft, die Kosten der Rechtsberatung oder Buchprüfung, Vertriebskosten, Druckkosten, Kosten der Berichterstattung und -veröffentlichung einschliesslich Werbekosten und Vorbereitungs- sowie Druckkosten für die Prospekte, erklärende Darlegungen, Eintragungserklärungen, Steuern und von Regierungen erhobene Gebühren, Kosten der Kotierung der Aktien der Gesellschaft an einer Börse oder einem anderen Markt und sämtliche sonstigen betrieblichen Aufwendungen inklusive der Kosten bei Ankauf und Verkauf von Aktiva, Zinsen, Bank- und Maklergebühren, Porto-, Telefon- und Telefaxkosten. Die Gesellschaft kann laufende oder regelmässig wiederkehrende Verwaltungs- oder sonstige Ausgaben für einen jährlichen oder sonstigen Zeitraum im Voraus schätzen und den Betrag gleichmässig auf diesen Zeitraum verteilen.

C. Die Gesellschaft wird auf folgende Weise Sondervermögen bilden:

a) der Erlös aus der Ausgabe von Aktien einer bestimmten Klasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem für diese Klasse errichteten Sondervermögen zugewiesen und je nach Sachlage das Verhältnis des Nettovermögens des betreffenden Sondervermögens für die auszugebende Klasse von Aktien vermehren. Zudem werden die Aktiva und Passiva sowie die Erträge und Aufwendungen der betreffenden Klasse (n) gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Artikels dem entsprechenden Sondervermögen zugewiesen;

b) falls ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, werden diese Derivate in den Büchern der Gesellschaft demselben Sondervermögen zugewiesen wie die Basiswerte. Bei jeder Neubewertung von Aktiven wird die Wertsteigerung bzw. -minderung dem entsprechenden Sondervermögen zugewiesen.

c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, die Bezug auf ein bestimmtes Sondervermögen bzw. auf eine bestimmte Handlung im Zusammenhang mit Vermögenswerten eines bestimmten Sondervermögens hat, ist diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Sondervermögen zuzuweisen;

d) falls sich ein Vermögenswert bzw. eine Verbindlichkeit keinem bestimmten Sondervermögen zuweisen lässt, sind diese gleichmässig sämtlichen Sondervermögen zuzuweisen. Die Zuweisung erfolgt pro rata zum Nettovermögenswert der einzelnen Klassen von Aktien, wobei allerdings eine Zuweisung aufgrund der Nettovermögen der einzelnen Sondervermögen vorbehalten bleibt, falls die Beträge dies rechtfertigen. Zudem gilt, dass sämtliche Verbindlichkeiten ohne Ansehen des Sondervermögens nur demjenigen Sondervermögen zuzuweisen sind, in dessen Namen sie eingegangen wurden;

e) falls klassenspezifische Kosten für eine Klasse beglichen werden bzw. falls auf Aktien einer bestimmten Klasse höhere Dividenden ausgeschüttet werden, ist der Nettovermögenswert der betreffenden Klasse von Aktien um die entsprechenden Kosten bzw. höheren Dividenden zu vermindern (so dass sich der prozentuelle Anteil am gesamten Nettovermögenswert des betreffenden Sondervermögens für die betreffende Klasse je nach Sachlage vermindert), während der Nettovermögenswert für die weitere(n) Klasse(n) unverändert bleibt (so dass sich der prozentuelle Anteil am gesamten Nettovermögenswert des betreffenden Sondervermögens für diese andere(n) Klasse(n) je nach Sachlage erhöht);

f) wenn für eine Klasse spezifische Vermögenswerte gegebenenfalls nicht länger einer bzw. mehreren Klassen zuzuweisen sind bzw. falls Erträge oder von diesem Vermögenswerten abgeleitete Aktiven sämtlichen Klassen von im Zusammenhang mit demselben Sondervermögen ausgegebenen Aktien zuzuweisen sind, steigt der Anteil der betreffenden Klasse im Verhältnis zu diesem Beitrag; und

g) sobald Aktien einer Klasse ausgegeben bzw. zurückgekauft werden, hat die Gesellschaft die Berechtigung auf das der betreffenden Klasse zuzuweisende Sondervermögen je nach Sachlage um den bei Ausgabe bzw. Rückkauf bezahlten Betrag zu erhöhen bzw. zu senken.

D. Zur Auslegung des vorliegenden Artikels:

a) Aktien welche gemäss Artikel 20 zurückzukaufen sind, sind bis unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem im vorliegenden Artikel erwähnten Bewertungstag als im Umlauf befindlich zu behandeln. Ab dem genannten Zeitpunkt und bis zur Auszahlung des Rückkaufspreises ist Letzterer als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft zu betrachten;

b) Aktien, welche durch die Gesellschaft aufgrund von Zeichnungsanträgen auszugeben sind, werden ab Geschäftsschluss desjenigen Bewertungstags, an welchem der entsprechende Ausgabepreis ermittelt wurde, als emittiert behandelt. Der Ausgabepreis gilt bis zu seinem Eingang bei der Gesellschaft als Forderung ihrerseits;

c) sämtliche Anlagen, Barbestände und sonstigen Vermögen der Gesellschaft, welche nicht auf diejenige Währung lauten, in welcher der Nettovermögenswert einer Klasse ausgedrückt wird, werden unter Berücksichtigung des/r marktüblichen Wechselkurse/s am Datum und Zeitpunkt der Bestimmung des Vermögenswertes je Aktie bewertet und

d) soweit durchführbar werden an jedem Bewertungstag die an diesem Tag für die Gesellschaft vorgenommenen An- und Verkäufe von Wertpapieren mit einbezogen.

E. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche bzw. einen Teil der Sondervermögen gemäss Abschnitt C von Artikel 21 (im Folgenden die "gemeinsam verwalteten Sondervermögen") zu poolen und zu investieren bzw. zu verwalten, falls dies im Hinblick auf ihre Anlagesektoren angemessen ist. Hierbei ist wie folgt vorzugehen:

a) Jedes derart erweiterte Sondervermögen (der Vermögenspool) wird zunächst gebildet, indem ihm Barbestände bzw. (im Rahmen der nachgenannten Begrenzungen) sonstige Vermögenswerte aus den gemeinsam verwalteten Sondervermögen übertragen werden. Danach können die Mitglieder des Verwaltungsrats von Zeit zu Zeit weitere Übertragungen auf den Vermögenspool vornehmen. Zudem sind sie auch ermächtigt, Vermögenswerte aus dem Vermögenspool auf ein gemeinsam verwaltetes Sondervermögen zu übertragen, wobei der Anteil des betreffenden Sondervermögens als Obergrenze gilt. Mit Ausnahme von Barbeständen dürfen Vermögenswerte nur dann einem Vermögenspool zugeführt werden, falls dies sich im Hinblick auf den Anlagesektor des Pools rechtfertigt.

b) Die Vermögenswerte des Vermögenspools, auf welche die einzelnen gemeinsam verwalteten Sondervermögen Anrecht haben, sind aufgrund der Zuweisungen und Ausbuchungen von Aktiven innerhalb des betreffenden Sondervermögens sowie der entsprechenden Zuweisungen und Ausbuchungen im Namen der übrigen gemeinsam verwalteten Sondervermögen festzustellen.

c) Dividenden, Zinsen und andere Ausschüttungen, welche Erträge aus den Aktiven des Vermögenspools darstellen, werden unverzüglich den gemeinsam verwalteten Sondervermögen zugeschrieben und zwar im Verhältnis zu deren Rechten an den Aktiven des Vermögenspools im Zeitpunkt des Eingangs.

**Art. 22. Zeichnungspreis.** Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis, zu dem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem wie oben definierten Nettovermögenswert für die betreffende Aktienklasse, welcher gegebenenfalls gemäss Verwaltungsratsbeschluss um einen Betrag vermehrt wird, der dem Verwaltungsrat eine angemessene Rücklage für Steuern und Belastungen zu sein scheint (einschliesslich Stempelsteuer und sonstiger Abgaben, Steuern, von Regierungen erhobene Gebühren, Maklergebühren, Bankgebühren, Übertragungsgebühren, Kosten für die Eintragung und Zertifizierung sowie vergleichbare Steuern und Gebühren), welcher anfallen würde, wenn sämtliche in die betreffende Bewertung einbezogenen Aktiven der Gesellschaft zu dem für diese Bewertung angenommenen Wert gekauft würden, sowie unter Einbezug sämtlicher Faktoren, welche der Verwaltungsrat als angemessen erachtet. Hinzu kommen die gegebenenfalls in den Verkaufsunterlagen angegebenen Gebühren. Der Preis wird auf die nächste ganze Einheit derjenigen Währung gerundet, in welcher der Nettovermögenswert der betreffenden Aktien berechnet wird, falls der Verwaltungsrat dies beschliesst. Es gelten die ebenfalls durch ihn beschlossenen Fristen gemäss den von ihm festgelegten und in den Verkaufsunterlagen veröffentlichten Verfahren. Der so berechnete Zeichnungspreis ist gemäss den im Verkaufsprospekt festgehaltenen Bestimmungen zahlbar oder innerhalb einer kürzeren Frist falls so von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt.

Zudem kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre bei der Zeichnung Wertpapiere in Zahlung annehmen ("Sachleistungen"), falls die angebotenen Wertpapiere der Anlagepolitik und dem betreffenden Subfonds entsprechen. Jeder Erwerb von Aktien gegen Sachleistungen geht in einen Bewertungsbericht ein, der von dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft abzufassen ist. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, nach eigenem Ermessen sämtliche bzw. einen Teil der angebotenen Wertpapiere ohne Angabe von Gründen zurückzuweisen. Sämtliche durch diese Sachleistungen verursachten Kosten (einschliesslich der Kosten für den Bewertungsbericht, Maklergebühren, Aufwendungen, Courtagen etc.) gehen zu Lasten des Anlegers.

Im Fall der Ausgabe einer neuen Aktienklasse wird der Erstausgabepreis durch den Verwaltungsrat bestimmt.

**Art. 23. Geschäftsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. November und endet am 31. Oktober des folgenden Jahres. Die Konten der Gesellschaft werden in Schweizerfranken ausgedrückt. Falls gemäss Artikel 5 der vorliegenden Satzung verschiedene Aktienklassen bestehen und falls die Konten innerhalb dieser Klassen in anderen Währungen ausgedrückt sind, werden solche Konten in Schweizerfranken umgewandelt und zusammengerechnet, um so die Konten der Gesellschaft zu bestimmen.

**Art. 24. Dividenden.** Die Zuweisung des Jahresergebnisses sowie sonstige Ausschüttungen werden durch den Verwaltungsrat der jährlichen Generalversammlung vorgeschlagen und von Letzterer festgelegt.

Jeder Beschluss der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre hinsichtlich der Ausschüttung von Dividenden für die einzelnen Klassen ist zusätzlich einem wie oben dargestellten Mehrheitsbeschluss der Aktionäre der betreffenden Klasse zu unterstellen.

Innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen können Zwischenausschüttungen auf Aktien jeder Klasse auf Beschluss des Verwaltungsrats gezahlt werden. Die Zahlung erfolgt zu Lasten der dieser Klasse zugewiesenen Vermögenswerte.

Es darf keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital fällt. Die festgesetzte Dividenden werden in denjenigen Währungen an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeitpunkten bezahlt, welche der Verwaltungsrat festlegt.

Zudem können Dividenden für jede Aktienklasse eine Zuweisung aus einem Ausgleichskonto umfassen, das gegebenenfalls für die betreffende Klasse geführt wird und auf dem in diesem Fall bei der Ausgabe von Aktien Gutschriften bzw.

beim Rückkauf von Aktien Belastungen vorgenommen werden. Die Höhe dieser Zuweisung berechnet sich nach dem diesen Aktien zuzuweisenden aufgelaufenen Ertragsanteil.

**Art. 25. Depotbank.** Die Gesellschaft wird mit einer Bank einen Depotbankenvertrag abschliessen, die den Anforderungen des Gesetzes über gemeinsame Anlagen entspricht (im Folgenden "die Depotbank"). Sämtliche Wertpapiere und Barbestände der Gesellschaft sind durch bzw. im Auftrag der Depotbank zu halten. Diese übernimmt gegenüber der Gesellschaft und den Aktionären die gesetzlich vorgeschriebene Verantwortung.

Falls die Depotbank zurücktreten will, wird der Verwaltungsrat sich nach Möglichkeit bemühen, ein anderes Finanzinstitut zu finden, welches die Funktion der Depotbank übernimmt. Daraufhin wird der Verwaltungsrat dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank bestellen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Depotbank abzusetzen; die Depotbank darf aber ihres Amtes erst enthoben werden, wenn ein Nachfolger und Stellvertreter gemäss vorliegender Bestimmung bestellt wurde.

**Art. 26. Auflösung.** Bei Auflösung der Gesellschaft wird deren Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt. Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen sein; sie werden von der Versammlung der Aktionäre ernannt, welche die Auflösung vornimmt, und welche deren Befugnisse und Honorare gemäss Luxemburger Recht festsetzt.

Der auf jede Aktienklasse entfallende Nettoerlös aus der Liquidation wird durch den Liquidator den Aktionären jeder Klasse im Verhältnis zu ihrer Position in der betreffenden Klasse zugewiesen.

Die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien muss aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates durchgeführt werden, falls diese Liquidation im Interesse der Aktionäre erachtet wird.

Des Weiteren ist die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien in folgenden Fällen zulässig:

1. aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates, wenn der Gesamtnettovermögenswert des betroffenen Subfonds unter Euro 10 Millionen (10 Millionen Euro) oder dem entsprechenden Betrag in einer anderen Währung liegt oder
2. aufgrund eines Beschlusses einer Versammlung der Aktionäre des betreffenden Subfonds. Die Anforderungen an das Quorum bzw. die Mehrheitsverhältnisse gemäss Luxemburger Gesetz hinsichtlich Anpassungen der Satzung gelten auch für diese Versammlungen.

In diesem Zusammenhang ist die Gesellschaft ermächtigt, nach einer Anzeigefrist an die Aktionäre von dreissig Tagen einen zwangsweisen Rückkauf aller Aktien der betreffenden Klasse vorzunehmen. Dieser erfolgt zum Nettovermögenswert (unter Einbezug der tatsächlichen, bei Auflösung der Anlagen erzielten Preise und der entsprechenden Kosten) an demjenigen Berechnungstag, an welchem dieser Beschluss in Kraft tritt.

Besitzer von Namenaktien sind schriftlich zu benachrichtigen. Die Gesellschaft wird Besitzer von Inhaberaktien durch Veröffentlichung eines Rücknahmebescheides in den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen benachrichtigen, es sei denn, sämtliche Aktionäre und ihre Adressen seien der Gesellschaft bekannt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates, kann die Generalversammlung der Aktionäre einer bestimmten Klasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen zu Quorum und Mehrheitsverhältnissen gemäss Artikel 11 der vorliegenden Satzung beschliessen, das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung sämtlicher Aktien der betreffenden Klasse herabzusetzen und den Inhabern der betreffenden Aktien am Ausschüttungsdatum die entsprechenden Erlöse auszuschütten.

Der Verwaltungsrat bzw. die Generalversammlung der Aktionäre eines Subfonds kann auch beschliessen, die Aktiven dieses Subfonds einem anderen bestehenden Subfonds zuzuweisen oder den betreffenden Subfonds in einen anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen gegen Ausgabe von Aktien bzw. Anteilen des Letzteren einzubringen, welche an die Besitzer der Aktien des vorgenannten Subfonds auszugeben sind.

Ein solcher Beschluss wird durch die Gesellschaft veröffentlicht; die Veröffentlichung hat Informationen über die neuen Aktienklassen bzw. den betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen zu beinhalten.

Diese Veröffentlichung erfolgt einen Monat vor dem Datum, an dem die Zusammenlegung oder Fusion in Kraft tritt, damit die Aktionäre der betreffenden Aktienklasse(n) vorab den Rückkauf ihrer Aktien ohne Kostenfolge, mit Ausnahme etwaiger bei Rücknahme fällig werdender Verkaufsgebühren, verlangen können.

Es gibt keine Quorumvorschriften für eine Generalversammlung, welche die Zusammenlegung von mehreren Aktienklassen innerhalb der Gesellschaft beschliesst; Beschlüsse in diesem Zusammenhang werden durch einfache Mehrheit der an dieser Versammlung vertretenen Aktien getroffen.

Beschlüsse auf der Tagesordnung einer Generalversammlung hinsichtlich der Einbringung eines Sondervermögens aus Aktiven und Passiven in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen unterliegen den Anforderungen an Quorum und Mehrheitsverhältnisse gemäss Artikel 11 der vorliegenden Satzung.

Falls eine Zusammenlegung mit einem Anlagefonds ("fonds commun de placement") bzw. einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen geplant ist, ist der entsprechende Beschluss nur bindend für diejenigen Aktionäre, welche diesem Vorschlag zugestimmt haben.

**Art. 27. Satzungsänderung.** Die vorliegende Satzung kann von Zeit zu Zeit durch eine Generalversammlung der Aktionäre unter Beachtung der Vorschriften des Luxemburger Rechts über Quorum und Abstimmungen geändert werden. Eine Änderung, welche die Rechte der Aktionäre einer Klasse gegenüber Aktionären anderer Klassen beeinträchtigt, ist

ausserdem von Versammlungen der Aktionäre der betroffenen Klasse unter Beachtung dieser Quorum- und Mehrheitsanfordernisse zu genehmigen.

**Art. 28. Verschiedenes.** Sämtliche nicht von der vorliegenden Satzung abgedeckten Punkte sind nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und den entsprechenden Ergänzungen festzusetzen.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Oktober 2010.

Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird zum ersten Mal an demjenigen Tag, Zeitpunkt und Ort des Jahres 2011 abgehalten, der in der vorliegenden Satzung genannt ist.

#### *Zeichnung*

Die zehn (10) Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

Gezeichnetes und einbezahltes Kapital

Aktien der Aktionäre (Euro)

Credit Suisse Asset Management Fund Holding (Luxembourg) S.A., wie genannt, zehn Aktien . . . . . 10

Insgesamt: Aktien . . . . . 10

Diese Aktien wurden vollständig durch Barzahlung einbezahlt, so dass der Betrag von vierzigtausend (40.000,-) Euro der Gesellschaft zur freien Verfügung steht. Dies wird dem Notar, welcher die vorliegende Urkunde ausfertigt, bestätigt.

#### *Verifizierung*

Der die vorliegende Urkunde ausfertigende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 aufgezählten Bedingungen erfüllt sind und bezeugt diese Erfüllung ausdrücklich.

#### *Aufwendungen*

Die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragenden Aufwendungen werden auf drei tausend Euro (EUR 3.000,-) geschätzt.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre*

Die oben genannten Person, die das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und fristgerechte Mitteilungen erhalten hat, hat unmittelbar im Anschluss hieran eine ausserordentliche Generalversammlung abgehalten, an der folgende Beschlüsse gefasst wurden:

1) Wahl der folgenden Personen in den Verwaltungsrat, wobei deren Mandat mit der im Jahr 2011 anstehenden Generalversammlung abläuft:

Raymond Melchers, Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., Luxembourg, geboren in Bech am 6. Dezember 1937, mit Geschäftsadresse L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet; Wahl zum stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats;

- Luca Diener, Managing Director, Credit Suisse AG, Zürich, geboren in der Schweiz am 11. September 1964, mit Geschäftsadresse CH-8070 Zürich, Kalandergasse 4.

- Germain Trichies, Director, Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., geboren in Pétange am 23. November 1954, mit professioneller Adresse in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

- Guy Reiter, Director, Credit Suisse Asset Management Fund Service (Luxembourg) S.A., geboren in Luxemburg, am 30. Juni 1966, mit professioneller Adresse in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet

- Marc Wallace, Managing Director, Credit Suisse AG, Zürich, geboren in London (Grossbritannien) am 23. Juni 1959, mit professioneller Adresse in CH-8070 Zürich, Kalandergasse, 4.

2) Folgendes Unternehmen wurde als unabhängiger Wirtschaftsprüfer bestellt. Das Mandat erlischt mit der für 2011 vorgesehenen jährlichen Generalversammlung.

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

3) Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich an folgender Adresse: 5, rue Jean Monnet, Luxembourg.

Der unterzeichnende Notar, welcher des Englischen kundig und mächtig ist, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der oben genannten Personen in englischer Sprache mit deutscher Übersetzung abgefasst wurde. Falls zwischen der englischen und der deutschen Version Abweichungen auftreten, gilt die englische Version.

Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem zu Anfang der Urkunde genannten Datum ausgefertigt.

Nach Verlesung der Urkunde vor den Vollmachtnehmer der genannten Person, der dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe Vollmachtnehmer zusammen mit dem Notar die betreffende Urkunde im Original unterzeichnet.

Signé: J. Siebenaller, C. Wersandt.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 décembre 2009. LAC/2009/51957. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Für gleichlautende Kopie, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Carlo WERSANDT.

Référence de publication: 2009154102/1355.

(090188081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2009.

**TRM Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4984 Sanem, Parc d'Activités Economiques Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 127.857.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149473/10.

(090180671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

**NUREJEW Promenade Immobilien GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 147.741.

Im Jahre zweitausendundneun, den neunten November.

Vor dem Notar Marc Lecuit, mit Amtssitz in Mersch.

Ist erschienen:

HRI Lux Verwaltungsgesellschaft S.A., eine nach dem Recht von Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, handelnd für die Anteilhaber des Teilfonds „HRI Immobilienfonds Nr.1“ des Sondervermögens „HRI Immobilienfonds“,

hier vertreten durch Herrn François LANNERS, Angestellter der Gesellschaft SGG S.A., wohnhaft in Mersch, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt am 6. November 2009.

Diese Vollmacht bleibt nach ne varietur-Unterzeichnung durch die erschienene Person und den beurkundenden Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie eingangs erwähnt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, Folgendes zu beurkunden:

- dass sie die aktuelle alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft NUREJEW PROMENADE IMMOBILIEN GmbH ist, eine société à responsabilité limitée, gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Marc Lecuit, mit Amtssitz in Mersch, am 3. August 2009, veröffentlicht im Mémorial Recueil Spécial C, Nummer 1794 vom 16. September 2009 und deren Satzungen bis zum heutigen Tage nicht abgeändert wurden,
- dass die oben erwähnte Gesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst hat:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafterin beschließt das Gesellschaftskapital um einhundert Euro (EUR 100) zu erhöhen um es von seinem jetzigen Betrag von dreizehntausendfünfhundert Euro (EUR 13.500) auf dreizehntausendsechshundert Euro (EUR 13.600) zu bringen, durch Ausgabe von einem (1) neuen Gesellschaftsanteil mit einem Nominalwert von einhundert Euro (EUR 100), mit gleichen Rechten und Pflichten als die bestehenden Anteile, mittels der Zahlung einer Ausgabeprämie von zehn Millionen dreihundertfünfundsiebzigtausendeinhundert Euro (EUR 10.375.100).

*Zeichnung - Einzahlung*

Die Gesellschafterin, vertreten wie eingangs erwähnt, erklärt einen (1) neuen Gesellschaftsanteil zu zeichnen und diesen vollständig mitsamt der Ausgabeprämie in bar einzuzahlen, sodass der Betrag von zehn Millionen dreihundertfünfundsiebzigtausendzweihundert Euro (EUR 10.375.200) nunmehr der Gesellschaft vollständig zur Verfügung steht, welche Einzahlung dem unterzeichnenden Notar belegt wurde.

*Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafterin beschließt Artikel 5.1 der Satzung wie folgt zu ändern:

„ **Art. 5.1.** Das Gesellschaftskapital wird auf dreizehntausendsechshundert Euro (EUR 13.600) festgelegt, eingeteilt in einhundertsechunddreißig (136) Gesellschaftsanteile in Form von Namensanteilen mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100), die alle gezeichnet und vollständig eingezahlt sind.“



117695

Kosten

Die Kosten welche wegen gegenwärtiger Urkunde anfallen sind, werden auf zirka fünftausend EURO (EUR 5.000) abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, errichtet wurde in Mersch, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: F. LANNERS, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 13 novembre 2009. Relation: MER/2009/2088. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 19 novembre 2009.

Marc LECUIT.

Référence de publication: 2009149064/51.

(090181040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

---

**SPS Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8094 Bertrange, 61, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 136.743.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149471/10.

(090180676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

---

**Varna Investments Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149477/10.

(090181048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

---

**C.M.M. SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2342 Luxembourg, 42, rue Raymond Poincaré.

R.C.S. Luxembourg B 81.714.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.11.09.

Signature.

Référence de publication: 2009149475/10.

(090180667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

---

**Waterlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 125.593.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149513/10.

(090181019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

---



**Ubik Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 95.381.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009149515/10.

(090180898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

**Rosmarin Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.  
R.C.S. Luxembourg B 104.426.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149209/10.

(090181065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

**LIPP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 139.279.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Belvaux, le 25 novembre 2009.

Référence de publication: 2009149347/10.

(090181011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2009.

**LICA-LUX et Cie SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 80.898.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009149731/10.

(090181401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2009.

**Traxys Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 3, rue Pletzer.  
R.C.S. Luxembourg B 24.562.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 novembre 2009*

ad 1) Le Conseil d'Administration décide de coopter Monsieur Bernard De Busscher, avec adresse professionnelle à 3, rue Pletzer, L-8080 Bertrange en tant que nouvel administrateur, son mandat expirant avec l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2009.

Pour extrait conforme  
S. Weber  
Le Secrétaire

Référence de publication: 2009149889/14.

(090181561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2009.